

L'agriculture autrement ?

L'agriculture moderne conventionnelle des pays développés fournit une production alimentaire massive, polluante, en surproduction, orientée vers les pays pauvres qui ne peuvent l'acheter, tandis que les pays développés regorgent de nourriture, et détruisent même les « suppléments ».

Or, les trois quarts des personnes qui n'ont pas accès dans le monde à une nourriture suffisante sont des paysans.

Mais des millions d'agriculteurs cherchent à mettre en place une agriculture différente, pour s'opposer à cette dérive et pour assurer la «souveraineté alimentaire» des peuples de chaque pays, c'est-à-dire le droit de se nourrir de leur propre agriculture.



Mots-clés : agriculteur, agriculture, économie, engrais, environnement, libéralisme, pesticides, pollution, société, solidarité

SOMMAIRE

Introduction

Prologue

L'agriculture productiviste

Présentation

En Europe

Les pays du Sud

L'agriculture est malade du productivisme

Des déséquilibres économiques mondiaux

Des conséquences sociales mondiales

Des incidences graves sur l'environnement

Les OGM, une menace pour la société et l'environnement

La profonde dégradation des relations avec les animaux

Un autre modèle pour l'agriculture

Principes d'une agriculture «durable»

Une résistance paysanne existe

Des alternatives au modèle agricole dominant se cherchent

Mise en place difficile de l'agriculture «durable»

L'agriculture biologique

Qu'est-ce que l'agriculture biologique

Les installations en «bio»

Quelles aides pour la «bio»

La «bio» est un choix par engagement

Les paysans «bio»

Pourquoi les produits «bio» sont-ils plus chers?

La «bio» renvoie à un changement de société

Quelques témoignages de fermes «bio»

Goulven et Élisabeth Thomin, maraîchers

Gérard Bensoussan produit des plantes médicinales et aromatiques

Youen Le Gall, boulanger

Henri et Catherine Peuziat, éleveurs de porcs

Conclusion

Pour en savoir plus...

Auteur: Maryvonne CONNAN

Coordination du projet: Jeanne Vigouroux

Collaborateurs de l'auteur: Yvette AFCHAIN, Marité BROISIN, Jacques BRUNET, Annie DHÉNIN, Claude DUMOND, Colette HOURTOLLE, Pierrette GUIBOURDENCHE, Mathilde LE BŒUF L'ANCIEN, Sylvain METTETAL, Michel MULAT

Iconographie : carte p.11 : Annie Dhénin d'après la BT2. Croquis et photos : A. et JF Dhénin

Maquette : Annie Dhénin, juin 2008

Introduction

Dans son dernier ouvrage (2003), *Mal de Terre*, l'astrophysicien Hubert Reeves cite une boutade du cinéaste Woody Allen (*Hannah et ses soeurs*) qui énumère les quatre grandes questions de l'humanité:

- *D'où venons-nous?*
- *Qui sommes-nous?*
- *Où allons-nous?*
- *Qu'est-ce qu'on va manger ce soir?*

L'astrophysicien retient cette dernière question, apparemment incongrue, et présage qu'elle prendra toute sa portée si le soir en question se situe en 2050 !

Mais dès 2004, n'est-ce pas une interrogation qui peut se poser quand d'actuelles statistiques mondiales (de la FAO¹, du PNUD², du CCFD³) parlent des 840 millions de personnes dans le monde (dont 799 millions dans ce qu'on appelle «le Tiers Monde») qui souffrent de la faim.

Quand on sait que les trois quarts des personnes qui n'ont pas accès dans le monde à une nourriture suffisante sont des paysans...

Quand on sait dans le même temps que la production agricole mondiale - dont la fonction première est de nourrir- ne cesse d'augmenter!

Il y a là une situation paradoxale : comment l'expliquer? L'agriculture moderne (conventionnelle, devenue productiviste, qu'on appelle aussi «agrobusiness») des pays développés fournit une production alimentaire massive, une surproduction, orientée vers les pays pauvres qui ne peuvent l'acheter, tandis que les pays développés regorgent de nourriture, la gaspillent et en détruisent même les suppléments.

Mais des millions de paysans cherchent à mettre en place une agriculture différente, pour s'opposer à cette dérive et pour assurer la «souveraineté alimentaire» des peuples de chaque pays, c'est-à-dire le droit de se nourrir de leur propre agriculture.

L'objectif de cette BT2, après avoir esquissé dans ses grandes lignes le modèle agricole productiviste et ses conséquences, est de comprendre, de dessiner une agriculture différente dont l'agriculture biologique ouvre les voies.

||| Avertissement :

les exemples, les témoignages cités concernent particulièrement la Bretagne, bastion avancé de l'élevage industriel, mais aussi de l'agriculture qui cherche à s'y opposer. Chacun, chacune d'entre nous peut enquêter dans sa région.

¹ FAO: Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation

² PNUD: Programme des Nations unies pour le développement

³ CCFD: Comité catholique contre la faim.

Prologue

Ce n'est pas un hasard si l'auteur du projet, et les deux jeunes étudiants en agriculture qui s'y sont intéressés, sont bretons. Leur région a été l'une des premières en France à subir de plein fouet les ravages du productivisme. Elle tente aujourd'hui de chercher, de trouver des solutions alternatives. De générations différentes, ils désirent évoquer les raisons de leur projet.

«J'ai toujours vécu à la campagne, en Bretagne sud, et l'ai vue se transformer sous mes yeux, après une enfance vagabonde dans les champs de colza, de blé, de seigle, séparés des parcelles de choux de carottes, de pommes de terre par des talus hauts, herbus, fleuris; les oiseaux, nombreux, pépiaient dans les taillis qui y poussaient naturellement...»

Le paysan de la ferme la plus proche était familier dans ce paysage où il cultivait "pour nous" des légumes, élevait "pour nous" des vaches que nous menions souvent aux champs et que nous ramenions à l'étable où des conversations, des rires allaient bon train en attendant le lait des vaches que la fermière trayait à la main, ce lait versé dans de hauts récipients-souvenir inoubliable de la tiédeur du lait, de son odeur.



Vaches au pré dans les Vosges

Le fermier était respecté et respectait la terre qu'il savait vivante, précieuse, traversée de ruisseaux dont il pouvait changer légèrement le cours, avec attention, réflexion pour le bien-être des cultures...

Des décennies plus tard, ces ruisseaux peuvent encore exister; leur eau est claire, transparente... mais il ne faut surtout pas la boire ! Elle est "bourrée" de nitrates⁴. Aujourd'hui, en Bretagne, les vastes étendues de maïs ont remplacé les céréales, les légumineuses⁵; les talus ont disparu ou par miracle subsistent, tronçonnés, rebâti...

Le remembrement⁶ est passé par là, le "progrès" aussi, les pollutions également. Ce qu'on appelle la modernité aurait-elle triomphé?

Ayant connu cette évolution inéluctable de l'agriculture, ce passage du paysan - et il n'a pas totalement disparu - à l'exploitant agricole, je désire comprendre et faire comprendre comment en 2004, bravant les mécanismes européens et mondiaux qui gèrent l'agriculture, subsistent ou se créent à côté des grosses exploitations, des petites fermes arc-boutées sur leur production paysanne...

Il est important de comprendre ces "nouveaux" paysans, au savoir réfléchi, qui, passionnés par leur métier, souhaitent aussi notre intérêt, notre soutien. »

M. C.

⁴ Nitrates. voir « Nitrates et pesticides, » page 13

⁵ Légumineuse: plante riche en protéines dont le fruit est une gousse: légumes (pois, haricots, lentilles), fourrages (trèfle, luzerne).

⁶ Remembrement: opération qui met fin au morcellement des terres paysannes par la destruction des talus

Mes arrière-grands-parents étaient installés dans une microferme du centre Finistère où ils élevèrent 13 enfants...

Ils vivaient très humblement au rythme de la terre, composant avec sa générosité, et bien souvent son ingratitude. Douze enfants survécurent et empruntèrent la route de l'exode avec pour bagages les valeurs de leur campagne et une éducation minimum (tous savaient lire). Ils ont tous quitté le monde paysan, participant malgré eux à la désertification de cette zone de "montagnes" au profit du développement d'autres zones, depuis surexploitées (sud et nord Finistère).

Deux générations plus tard, je suis née en périphérie urbaine entre les usines et les porcheries industrielles. Mes parents ont tenu à m'inculquer une culture rurale.

Mais j'ai pu observer les dégâts du productivisme en agriculture, de la spécialisation; les poulaillers désaffectés, faute d'autorisation pour s'étendre; les odeurs des épandages estivaux de lisier (et la guerre aux terres épandables); la pollution des rivières (et les manifestations d'agriculteurs devant les préfectures...).

À 23 ans, j'ai choisi de renouer avec mes racines, et d'intégrer une école d'agriculture du centre Finistère, ce même lieu que mes ascendants avaient fui. Aujourd'hui titulaire d'un BTS agronomie, je me questionne sur mon avenir, et de ce fait sur celui de la profession, et plus généralement sur les valeurs à défendre et transmettre pour rendre notre terre non seulement viable, mais vivable pour les générations futures. J'aime cette citation de Saint-Exupéry: "Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants." »

Anne P., 24 ans

Jean-Christophe T, 24 ans, jeune technicien spécialisé en agriculture biologique, révolté par les actuelles orientations des politiques agricoles mondiales, fait confiance aux alternatives du modèle productiviste :

«Pour moi, le principal objectif de l'agriculture est l'autosuffisance alimentaire⁷ que l'actuelle dérive libérale met à mal... Face à la surproduction, aux pollutions, à la désertification, aux épidémies alimentaires, l'homme possède des solutions pour un futur développement agricole écologiquement sain, socialement équitable, économiquement viable.

Cette logique de changement est indispensable dans le système développé de ma région, la Bretagne, mais encore plus pour les pays du Sud qui souffrent bien davantage de la mondialisation libérale.»

⁷ Autosuffisance alimentaire: le fait, pour une localité, une région, un pays, de subvenir lui-même à l'essentiel de ses besoins alimentaires.

L'agriculture productiviste

Présentation

Essayer de comprendre la situation de l'agriculture en 2004 n'exige pas que l'on remonte aux débuts des pratiques agricoles (vers 10000 ans avant J.-C., où la révolution néolithique a été à l'origine d'une aventure décisive dans l'histoire de l'humanité, «et l'être humain devenant par l'agriculture la seule créature capable de reproduire sa nourriture», P. Rabhi*); ni que l'on analyse son évolution au cours des siècles où le travail traditionnel de la terre a permis de nourrir un nombre limité de personnes; les grandes famines, cycliques, stoppaient tout essor démographique. Certes les guerres, les aléas climatiques causaient ces famines, mais aussi les pratiques traditionnelles limitaient les capacités de production (un tiers à la moitié des sols cultivables restait inculte faute de moyens pour enrichir les sols; les semences étaient peu productives).

Ce qui nous paraît intéressant à préciser, c'est la période qui a suivi la dernière guerre mondiale (1939-1945) où la pénurie des denrées alimentaires a entraîné un changement dans l'agriculture: pour produire plus, pour assurer l'approvisionnement des populations, elle est devenue industrielle, productiviste.

Et cela a entraîné un changement aussi dans la vie rurale: en 1930, un français sur deux vivait à la campagne où il y avait encore des marchés, des foires, des comices agricoles⁸. À partir de 1930, on commença à connaître un deuxième exode des familles paysannes (le premier très fort entre 1880 et 1900).

En Europe

C'est en 1950 - où les premières vues aériennes découvraient encore la mosaïque de la terre, avec ses bocages⁹, ses champs à lanières, ses talus -qu'on demanda aux paysans d'assurer par leur travail l'autosuffisance alimentaire de la population. Des mouvements comme la JAC (jeunesse agricole chrétienne) s'y impliquèrent passionnément, non sans regrets ultérieurement pour certains qui avaient souhaité aussi une augmentation de leurs revenus et un travail moins pénible.

La modernisation de l'agriculture s'inclut dans le grand essor économique des Trente Glorieuses, marquées dès les années 60 par le passage progressif de l'agriculture traditionnelle à une agriculture productiviste, appelée à adopter les lois de l'industrialisation. Cette modernisation a été fortement encouragée par la construction européenne; ainsi le Traité de Rome, dès 1957, a mis en place une politique agricole commune pour aider les agriculteurs à modifier leurs techniques, ce qui, dans un premier temps, a fait augmenter considérablement les productions (objectif prioritaire).

LA PAC

En 1957, le Traité de Rome institue un marché commun dans l'Europe des six (la CEE, Commission économique européenne) en y incluant les prix agricoles: les objectifs sont l'indépendance alimentaire de l'Europe, la stabilité des marchés, des prix raisonnables.

Le but d'alors: garantir des prix élevés sur le marché intérieur, supérieurs aux prix mondiaux, moyennant une protection efficace aux fermiers européens. Une taxe à l'importation, correspondant à la différence entre le prix européen et le prix international, est mise en place pour les céréales, le lait, la viande bovine, le sucre... Sous la pression des industriels européens de l'alimentation animale et des États-Unis, l'alimentation animale peut entrer dans la CEE sans être taxée.

Dans les années 60, les revenus agricoles augmentent et stimulent la production. Les agriculteurs s'orientent vers les productions soutenues par la PAC et achètent de l'alimentation animale bon marché, principalement aux États-Unis.

⁸ Comices agricoles: réunions de fermiers pour favoriser le développement de l'agriculture.

⁹ Bocage: région où les champs sont enclos par des haies ou des rangées d'arbres.

Dans les années 70, le système commence à générer des montagnes d'excédents de produits animaux et de céréales. Dans le même temps, des importations à bas prix arrivent en Europe.

L'élevage européen est engagé dans un modèle de production intensive, à partir du couple maïs-soja.

Dans les années 80, les stocks de beurre, de céréales, de poudre de lait s'accumulent et le marché mondial stagne.

Les agriculteurs sont obligés de produire toujours plus pour tenter de maintenir leur revenu. Cette croissance s'accompagne de la disparition de centaines de milliers de paysans, et d'inégalités énormes de revenus entre agriculteurs...

Dans le même temps, des préoccupations environnementales et des problèmes sanitaires montent en puissance.

Les années 90 voient les réformes de la PAC qui se poursuivent dans le sens d'une intégration de plus en plus forte dans le marché mondial. En effet, depuis les accords de Marrakech (1994), l'Organisation mondiale du commerce (OMC, 1995) intègre les produits agricoles dans le cadre de l'abaissement général des tarifs douaniers. L'Union européenne doit se plier à ces nouvelles conditions. La réforme de 1992 avantage les céréales, le maïs, les oléagineux (pour lesquels les États-Unis imposent un plafonnement des surfaces) et promeut ainsi l'élevage intensif, au détriment de l'élevage fondé sur le pâturage et les fourrages¹⁰ locaux. La réforme de 1999 concerne la période 2000-2006 et prolonge celle de 1992 en maintenant la prime¹¹ au maïs fourrager. Mais elle présente quelques avancées dans le sens d'une prise en compte du respect de l'environnement.

En 2003-2004, les réformes de la PAC se poursuivent dans le sens d'une intégration encore plus forte dans le marché mondial, avec des négociations, souvent difficiles, qui dépendent aussi des choix politiques nationaux. Après l'échec de la conférence internationale de Cancun (Mexique) en 2003, les 147 membres de l'OMC parviennent péniblement à un accord, en juillet 2004, à Genève. Il est question d'aller vers une suppression des subventions accordées aux exportations agricoles des pays du Nord qui pénalisent ceux du Sud. Certains pays cherchent à s'y opposer, comme la France, qui soutient le syndicat agricole majoritaire, la FNSEA. À suivre...

Une plate-forme française pour la réorientation de la PAC a organisé, en février 2003, une campagne portée par des associations de paysans, de consommateurs, de défenseurs de l'environnement, de développement «durable», de solidarité internationale.

Cette campagne demande:

- le droit à la souveraineté alimentaire et le respect des agricultures paysannes;
- des prix rémunérateurs et des emplois pour les paysans;
- une nourriture saine accessible à tous;
- la préservation de l'environnement, des ressources et du milieu.

La production éclate, la productivité (quantité produite par travailleur) aussi. Des techniques nombreuses contribuent à moderniser le travail agricole. Les outils mécanisés (inventés progressivement au cours du XX^e siècle) contribuent à réduire la main-d'oeuvre. Les nouvelles semences, mises au point par les chercheurs en agronomie, permettent d'obtenir des produits avec de forts rendements, résistant en particulier à diverses maladies. L'élevage des bovins pour la viande, des porcins, s'intensifie grâce à une alimentation diversifiée (fourrages de haut rendement, protéines végétales). L'irrigation permet de maîtriser l'apport en eau...



Arrosage généreux du maïs dans la plaine de l'Ain (près du Rhône et de la Centrale du Bugey)

¹⁰ Fourrage: herbe, paille, foin pour la nourriture et l'entretien des bestiaux.

¹¹ Prime: somme versée à l'agriculteur pour l'indemniser de certains frais.

La croissance exceptionnelle de l'industrie chimique permet de fournir des engrais chimiques, des pesticides de plus en plus «performants».

La contrepartie, c'est que seules les grandes exploitations arrivent à se moderniser car les nouveaux outils demandent de gros financements. Les petites exploitations, elles, ne peuvent financer ces transformations, ou bien s'endettent, font faillite, sont rachetées par de plus grosses exploitations. Une petite ferme disparaît toutes les trois minutes.

Le nombre de paysans actifs ne représente plus que 4 % de la population active en France (contre 30 % en 1950). En même temps, la superficie des exploitations s'accroît: 1 % ont plus de 200 hectares; 10 % réalisent 66 % du revenu agricole global.

Les grandes exploitations produisent ainsi du blé, du lait, de la viande bovine ou porcine à des prix concurrentiels sur le marché européen, mais aussi mondial. Les élevages hors sol¹² s'installent à proximité des ports (la Bretagne en France, la Catalogne en Espagne, les Pays-Bas, la Belgique...) tandis que les protéines végétales, comme le soja, sont importées des États-Unis, du Brésil.

Sur le marché mondial, les prix agricoles restent faibles, voire baissent; c'est le résultat d'une offre de plus en plus importante, d'une surproduction dans les pays très développés, qui ainsi maîtrisent le prix des produits agricoles. Tous les agriculteurs n'approuvent pas cette domination de la production agricole par le marché. Ainsi, un syndicat agricole, la Confédération paysanne critique vivement ces pratiques.

Le développement technique a supplanté le développement humain : les paysans «modernes» ont été amenés à passer de producteurs de denrées alimentaires à fabricants de matières premières, en recourant massivement aux intrants¹³, en fournissant de plus en plus de produits destinés à être transformés par les puissantes firmes agro-alimentaires et vendus à bas prix dans la distribution en grande surface.

«Le phénomène de surproduction galopante répond à la montée en puissance du libéralisme¹⁴ qui, selon ses défenseurs doit favoriser la croissance économique et contribuer à la prospérité de tous. Même si le commerce des produits agricoles n'entre que partiellement dans le champ de compétition, il en est fortement affecté», précise un des syndicats agricoles en France, la Confédération paysanne, pour laquelle il est indispensable d'abandonner les politiques néolibérales.

Quelques organisations syndicales paysannes en France

La **FNSEA**, syndicat agricole majoritaire, soutient l'agriculture productiviste, les complexes agro-alimentaires, non sans avancer quelques réformes, comme la proposition de ce qu'on appelle «l'agriculture raisonnée», pour rendre plus soutenable l'agriculture conventionnelle (voir plus loin).

Dans le Finistère, l'**UDSEA** (Union départementale syndicats exploitants agricoles) est née d'une scission avec la FDSEA pour éviter la mainmise du lobby¹⁵ porcin sur le syndicat de l'époque (1984).

La **Coordination rurale**, née d'une scission de la FNSEA en 1992, s'oppose violemment aux décisions européennes.

Il y a d'autres syndicats qui contestent l'orientation productiviste de l'agriculture. Ainsi en France,

la **Confédération paysanne** (membre de la Coordination paysanne européenne et de Via Campesina, alliance mondiale) combat l'OMC* et les multinationales qu'elle sert.

¹² Hors sol: se dit d'un élevage (ou d'une culture) où les animaux (ou plantes) ne sont pas en contact avec le sol, la terre.

¹³ Intrans: élément entrant dans la production.

¹⁴ Libéralisme: doctrine économique selon laquelle l'état ne doit pas, par son intervention, gêner le libre jeu du commerce.

L'ultralibéralisme accentue le jeu de la concurrence.

¹⁵ Lobby: groupe de pression.

Les pays du Sud

Au-delà de l'Europe, les pays du Sud connaissent des répercussions graves de ce développement de l'agriculture productiviste : leurs productions autochtones sont concurrencées par les importations subventionnées de produits alimentaires venant des pays riches (États-Unis, Europe, pays de Cairns: Canada, Australie, Nouvelle-Zélande...) et le marché mondial encourage les exportations : ainsi au Brésil, les terres des grandes propriétés sont réservées aux monocultures de soja (pour nos animaux), de canne à sucre, dont 80 % sont à destination de l'Europe.

Au Brésil, un projet agricole gigantesque (Avanza Brazil) vise à transformer 1,5 million de km² de savane en monoculture de soja dans la région centrale du Cerrado brésilien. Une quinzaine de peuples indigènes est menacée de disparition. Parmi eux, les Indiens Karaja dont l'association Aruana, basée en Alsace, relaie le combat en France... «80 % de la production brésilienne du soja est à destination de l'Europe. C'est à nous de faire changer les options productivistes de l'agriculture» explique Rémi Picot, agriculteur, porte-parole du syndicat la Confédération paysanne du Bas-Rhin (journal Politis, 14 janvier 2004). De nombreux témoignages sur le Brésil parlent des forêts tropicales détruites pour la production exportatrice de la canne à sucre, cultivées dans de grandes exploitations, à grands renforts de pesticides empoisonnant l'environnement et... les ouvriers qui y travaillent. «Il y a un goût de sang dans le sucre brésilien» estime le commentateur d'une émission sur l'agriculture productiviste (Arte, octobre 2002).

À partir des années 60, la Révolution Verte a permis aux grands pays asiatiques, surtout l'Inde, de sortir du cycle des famines. Du coup, la population a fortement augmenté. En revanche, l'agriculture «moderne» et son quarté gagnant (engrais chimiques, pesticides, semences à hauts rendements, irrigation) ont causé des clivages entre les plus grandes exploitations et les petits paysans. Ceux-ci n'ont pu que s'endetter et ont dû quitter la terre.

Les signes d'essoufflement de la modernisation agricole, qui privilégiait la culture du blé au détriment de celle des légumineuses, riches en protéines végétales, apparurent rapidement. La révolution verte peut se traduire ainsi: 360 millions d'indiens vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Et pourtant, il ne semble pas facile de tirer les leçons «des échecs de la Révolution Verte en Asie» (expression employée par J.-C. Dagorn dans la revue *Peuple en marche* de septembre 2004) :

«Le secrétaire général de l'ONU, en 2004, incite l'Afrique à faire sa Révolution Verte pour augmenter ses rendements agricoles, en utilisant les techniques pourtant contestées car elles dégradent les sols et augmentent la pollution» écrit le journal *Libération* du 6 juillet 2004.

Ce mouvement vers une agriculture industrielle, fortement encouragée par les pays occidentaux et par le commerce mondial, apporte un supplément de richesse aux «déjà riches», mais entraîne l'exode des paysans vers les grandes villes, la misère, sans régler le problème de l'alimentation pour tous.

Il est important de comprendre que l'économie libérale met en place dans le monde entier des impératifs de croissance, de concurrence (que négocie depuis 1995 l'OMC, Organisation mondiale du commerce): les échanges internationaux, en agriculture, s'effectuent à des prix déterminés par le prix du pays exportateur le plus compétitif. Ce prix est bien sûr celui des pays développés qui reçoivent des aides importantes pour leurs cultures d'exportations. C'est toujours un prix de «dumping»¹⁶.

L'agriculture productiviste est devenue un commerce où importations et exportations sont organisées, avec pour objectif premier le profit: la course au rendement est entretenue par la guerre économique qui sévit entre états, multinationales, banques.

Nous sommes loin de la souveraineté alimentaire. Elle semble exister dans les pays du Nord au prix de la qualité de la nourriture. La malnutrition persiste dans beaucoup de pays du Sud. La course au rendement ne se fait pas sans dégâts.

¹⁶ Dumping: pratique commerciale qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché.

Rafaël Mariano, du Mouvement paysan des Philippines, explique

«Très souvent, au moment de semer, nous n'avons plus de semences... Il nous faut emprunter. À la banque, on n'a pas le choix. L'employé nous demande quelle est la surface de notre terre et sur cette base, il nous dit le nombre de sacs de semences et de bouteilles de pesticides dont nous avons besoin. Il nous donne alors un bon d'achat pour certains produits bien spécifiques... On n'a plus qu'à se rendre chez le revendeur du coin. En général, le gérant de la banque est aussi celui du magasin de produits agrochimiques. On ne choisit ni le produit, ni le magasin. La banque agricole ne fait jamais la promotion des semences que nous avons améliorées nous-mêmes, même quand elles sont de très bonne qualité... »

Isabelle Delforge, « *Nourrir le monde ou l'agrobusiness. Enquête sur Monsanto* »

Un marché en Inde

Si dans les années 70-80, la révolution verte a permis de faire reculer le spectre de la famine et a permis une autosuffisance, elle se révéla rapidement «sélective socialement et géographiquement». En effet aujourd'hui parce qu'ils ne parviennent plus à acheter, 320 millions d'indiens souffrent de la faim malgré une surproduction de 50 millions de tonnes de nourriture (Il y a trente ans, 95% de la population avait accès à un réseau de 500 000 boutiques à bas prix)

L'agriculture malade du productivisme

Les conséquences du modèle agricole industriel – produire toujours plus en réduisant les coûts en temps et en hommes - sont lourdes et multiples.

Des déséquilibres économiques mondiaux

Une production hyper spécialisée sur une région devient dépendante des marchés et peut s'effondrer du jour au lendemain.

Un exemple: le porc et l'aviculture¹⁷ en Bretagne.

Nombre total de porcins en France : 14 869 720

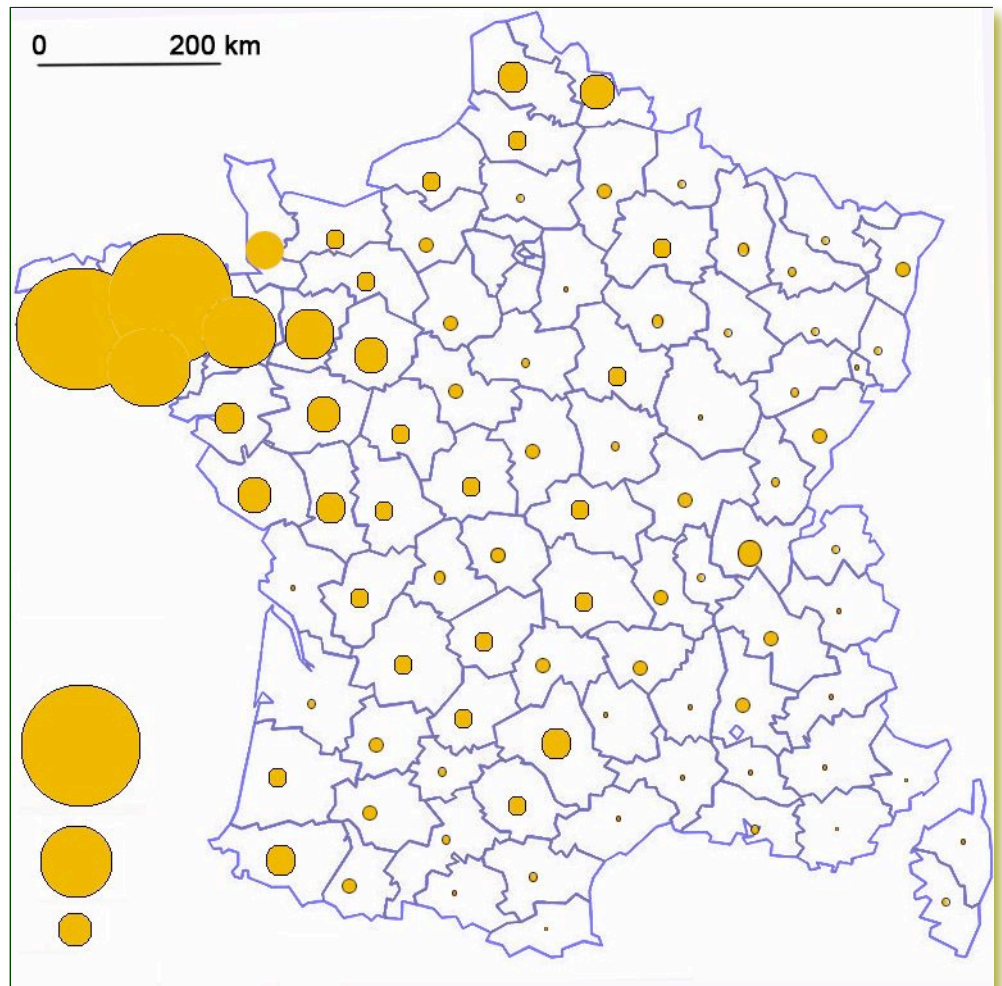
source : recensement général agricole 2000

Nombre de têtes :

2 500 000

1 000 000

100 000



Exemple d'une région de France : la Bretagne

« Le modèle agricole breton se lit d'abord dans les statistiques: entre 1950 et 1990, la production des quatre départements de la Bretagne administrative a été multipliée par quatre. La production animale a surtout progressé. Elle représente actuellement 90 % de l'activité agricole.

En 40 ans, la production porcine est passée de 90000 tonnes à plus de 1000000 tonnes... cinq porcs par habitant.

Dans le même temps, la production de volaille a été multipliée par douze, celle des bovins par cinq.

Sur 6 % de la surface agricole française, la Bretagne représente 20 % de sa production laitière, 60 % de la production de porcs, 40 % de sa production de volailles...

Et le visiteur découvre un paysage souvent vide d'animaux, où le bocage a presque disparu: de grands poulaillers, de grandes porcheries constituent ces élevages "modernes", sans paille, sans fumier.

Une telle explosion ne pouvait se produire sans bouleversements... »

G. Borvon, S-EAU-S. L'eau en danger, éditions Golias, 2000.

¹⁷ Aviculture: élevage de volailles

Un autre exemple intéressant vient d'un mail du Mexique d'où Mariana Zarana, étudiante en biologie, en décembre 2003, dénonce les méfaits du commerce mondial.

Un petit commentaire sur l'agriculture

«Je parle de l'agriculture à partir de situations que j'ai pu voir et quelquefois que j'ai partagées avec des paysans. On peut diviser en deux l'agriculture au Mexique : celle pour la consommation domestique, celle pour l'exportation. La première ne reçoit pas le soutien dont elle a besoin ; la deuxième est une priorité.

En voulant approvisionner le marché extérieur, on a négligé la production pour l'autoconsommation. Comme les prix des produits pour le marché international sont très bas, qu'il n'y a pas une demande sûre et qu'à n'importe quel moment, les fruits et les légumes peuvent s'abîmer, le risque de perte est beaucoup plus grand que si l'on essayait de fournir le marché interne.

L'agriculture de consommation interne est démunie, insuffisante ; donc le Mexique doit importer des produits agricoles: par exemple, une grande partie du maïs qu'on mange au Mexique (ainsi que les graines) vient des États-Unis et a été génétiquement modifié! C'est un problème très grave car les générations suivantes d'OGM n'assurent ni une nouvelle récolte ni sa qualité. C'est un crime que l'on commet en pleine conscience.

Un pays qui ne produit pas sa nourriture n'est pas un pays indépendant.

La sur-utilisation des pesticides et le manque de cultures en jachères¹⁸ entraîne l'appauvrissement de la terre qui meurt en moins de dix ans.

Ce schéma se répète constamment dans les terres louées à court terme par des compagnies multinationales qui embauchent des ouvriers agricoles très mal payés. À la fin du contrat, la compagnie déménage sur un autre terrain.

De plus, dans les zones humides comme les forêts tropicales ou de conifères, les arbres sont coupés afin de multiplier les zones cultivables, ce qui cause la perte d'écosystèmes.

Cette agriculture est loin d'être soutenable, durable, même s'il y a de nouvelles propositions pour la sauver.

Ce n'est pas un problème exclusif au Mexique De nombreux pays sont dans des situations semblables...

En tant qu'humains habitant la même planète, nous sommes dans le même bateau, nous allons tous souffrir des conséquences.

Nous sommes tous des consommateurs, consommatrices, producteurs, productrices et nous devons nous impliquer afin de chercher des alternatives».

Des conséquences sociales mondiales

La concentration accrue des exploitations entraîne la disparition de l'emploi agricole et avec elle la désertification des campagnes.

Cela touche les pays du Sud dont les paysans par milliers, rejoignent les bidonvilles.

Des champs aux bidonvilles

«L'alimentation est une source de profit, les marchés l'ont bien compris. En Inde, cette ouverture des marchés affecte en premier lieu le monde rural. Et dans un pays qui compte 60% de paysans, 400 millions de personnes pourraient migrer vers les villes d'ici à 2010 pour y chercher du travail.» Deviner Sharma, agronome indien, Président du Forum sur les biotechnologies¹⁹ et la sécurité alimentaire (Politis, 22 janvier 2004).

Mais cette vague déferlante touche aussi l'Union Européenne.

L'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne a pour première conséquence la disparition de centaines de milliers de paysans.

¹⁸ Jachère: terres non cultivées.

¹⁹ Biotechnologie: ensemble des techniques produisant par manipulations génétiques des molécules biologiques ou des organismes transgéniques (voir : OGM page 15).

Ainsi la paysannerie polonaise traditionnelle est aujourd'hui menacée par l'Europe et les multinationales. L'adhésion de la Pologne à l'union européenne signifie en effet la conversion à marche forcée à une agriculture destinée à l'exportation et l'exode du tiers de sa paysannerie dans les prochaines années...

Des incidences graves sur l'environnement

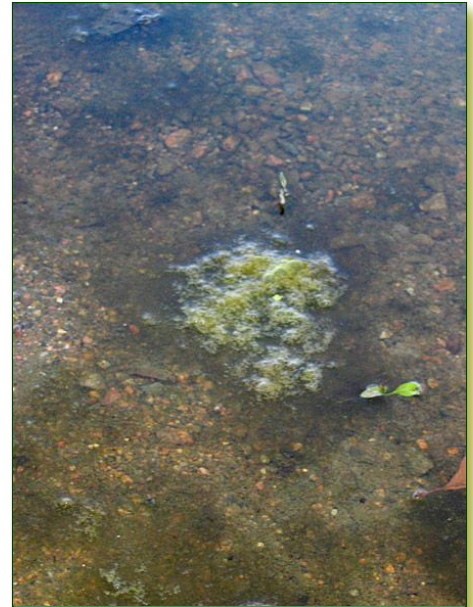
L'utilisation systématique de fertilisants chimiques et de pesticides entraîne la pollution des eaux, des terres.

Le sol n'est plus considéré comme une entité vivante, mais comme un simple support (des cultures peuvent être pratiquées sur laine de verre, les substances nutritives administrées par perfusion!).

La France au fil de l'eau polluée (enquête du magazine *Que choisir?*)

L'enquête sur la contamination de l'eau par les nitrates souligne le côté dérisoire des mesures prises par les divers gouvernements face au problème posé il y a quelques agriculteurs exemplaires (qui fractionnent les apports d'engrais, qui couvrent les sols par des cultures intermédiaires, qui respectent les talus...), mais globalement, les pratiques évoluent peu.

Tant que les subventions au maïs resteront aussi élevées (450 euros par hectare contre 40 pour l'herbe), aucun progrès ne sera enregistré. On ne gagnera pas la bataille contre les nitrates sans s'attaquer au productivisme et au soutien aux grandes cultures



eutrophisation en bord de rivière (détail)

Pollution de l'air aussi : une étude récente montre que l'air de la région de Lamballe (Bretagne), riche en élevages porcins, est parfois bien plus pollué par l'ammoniac qu'un tunnel autoroutier, en raison des émissions de lisiers de porcs

(étude d'Air Breizh, association chargée de la surveillance de la qualité de l'air, publiée dans le journal *Libération* du 11 septembre 2004).

Nitrates et pesticides

Les nitrates chimiques que l'agriculture industrielle utilise en grandes quantités pour l'azote qu'ils contiennent, ne sont absorbés qu'à 10 % par les plantes. Les 90 % restant se dispersent dans l'environnement, polluent les sols, l'eau qui les entraîne. S'y ajoutent les nitrates organiques provenant de l'épandage du lisier²⁰, des fientes²¹.

«Aujourd'hui la production de nitrate synthétique à l'échelle mondiale dépasse la production naturelle des plantes nitrifiantes que les agricultures alternatives, notamment biologiques, veulent réutiliser» H. Reeves (Mal de Terre, 2003)

Les dégâts occasionnés par les nitrates (et les phosphates industriels et agricoles) qui dépassent les normes dans de nombreuses régions de France. (voir carte *Que Choisir?*), sont gravissimes: eutrophisation²² des eaux de surface, prolifération de cyanobactéries (micro-algues) toxiques, en eau douce comme sur le littoral (algues vertes).

Les sommes versées par les collectivités - donc les contribuables - pour y remédier sont colossales et en général peu efficaces. En 2004, en France, ces sommes sont versées à 85 % par les ménages, à 14 % par les industriels, à 1 % seulement par les agriculteurs, pourtant les premiers pollueurs... (*Charlie-Hebdo*, 5 août 2004).

Si les nitrates ne sont pas dangereux en eux-mêmes, ils sont en revanche à l'origine d'autres substances, nitrites, nitrosamines, qui peuvent être cancérigènes. Leur teneur dans les eaux de boisson est réglementée.

²⁰ Lisier: mélange d'urines et d'excréments des animaux d'élevage servant d'engrais.

²¹ Fiente: excrément de volailles.

²² Eutrophisation: évolution biochimique des retenues d'eaux, où sont déversés trop de déchets agricoles et industriels nutritifs, ce qui perturbe leur équilibre biologique (formation d'algues, baisse de l'oxygène...).

Les pesticides, «produits chimiques appelés à lutter contre les parasites animaux et végétaux» (définition du dictionnaire), ont des noms variés: fongicides, insecticides, herbicides... suivant la cible à atteindre. *«ils s'attaquent à tout ce qui grouille: insectes, herbes sauvages, champignons, larves, vers de terre... cette vie anarchique qui hante les cauchemars des adeptes d'une agriculture pilotée par la chimie... »* (G. Borvon, S-eau-S. *L'eau en danger*, 2000).

«Les sols où la vie biologique se fait rare à cause de l'impact des engrais chimiques, de la mécanisation lourde, sont rendus fragiles par la pratique de la monoculture, les maladies et les parasites se sont multipliés.»

Les pesticides se répandent dans l'air. Ils peuvent être mesurés. On les retrouve dans la pluie. On en trouve même en Arctique. Les abeilles sont atteintes par les insecticides. On assiste à une grande diminution de leur espèce (voir le débat autour du Gaucho).

La destruction du bocage dans le monde, des prairies naturelles, les monocultures très «fertilisées» portent atteinte à ce qu'on appelle la «biodiversité»²³

La biodiversité en péril. Une érosion accélérée du vivant

Les formes de vie décrites à ce jour comportent entre 1,5 et 1,8 million d'espèces parmi lesquelles 360000 plantes et micro-organismes, 990000 invertébrés, 45000 vertébrés. Terrible constat : la plupart sont désormais en voie d'appauvrissement ou de disparition, à une vitesse mille fois à dix mille fois supérieure à celle des grandes périodes géologiques d'extinction.

Les raisons pour expliquer ce déclin massif sont multiples : urbanisation, industrialisation, déforestation, agriculture industrielle...

Si rien ne vient inverser la tendance, et si on continue à détruire au rythme actuel la forêt tropicale humide (où vivent 50 % des espèces connues et l'immense majorité des espèces inconnues), on estime que 25 % de toutes les espèces animales pourraient être rayées de la surface du globe avant 2025.

Le Monde, 10 mars 2000, dans
«Nourrir le monde ou l'agrobusiness»

L'environnement n'est pas le seul à souffrir de l'emploi des pesticides et engrais. On peut aussi remarquer des conséquences sur la santé des hommes. Ainsi en France (qui a le 3e rang mondial, après les U.S.A. et le Japon, comme consommatrice de produits reconnus dangereux pour la santé), la Mutuelle sociale agricole vient de publier les résultats d'une étude de toxi-surveillance qui met en lumière les effets toxiques des produits phytosanitaires²⁴ chez les agriculteurs (1999).

Et on peut étendre les dangers à l'ensemble de la population. Les crises alimentaires récentes (vache folle, poulets à la dioxine...) ont sensibilisé pour un temps les consommateurs désireux de comprendre d'où vient leur nourriture. Mais ce n'est que la partie émergée du problème sanitaire que pose la concentration de nouvelles molécules dans l'alimentation humaine, notamment des résidus de pesticides, d'antibiotiques -sur 10 000 tonnes d'antibiotiques utilisés en 1997 dans l'Union européenne, 52 % sont pour la médecine, 48 % pour l'agriculture! Ces molécules, dans l'organisme humain, peuvent déclencher des affections nouvelles, cancers, allergies...

Pesticides à pleins poumons

«Dès 1991, la communauté européenne lançait une vaste campagne d'évaluation des dangers des pesticides. Onze ans après, seuls 3% des pesticides sont évalués Or le lien entre pesticides et cancers est désormais avéré.»
(L'Écologiste, n°7, 2002)

²³ Biodiversité: diversité des espèces végétales et animales et de leurs caractères génétiques.

²⁴ Phytosanitaire: relatif aux soins à apporter aux plantes.

Les OGM, une menace pour la société et l'environnement

L'agriculture industrielle ne refuse pas d'utiliser ce qu'on appelle les organismes génétiquement modifiés. Ces OGM, utilisés aux États-Unis, introduits dans la plupart des pays du Sud, contenus dans des aliments exportés, importés, ont fait jusqu'en juillet 2004 l'objet d'un moratoire²⁵ en Europe, parce que la recherche fondamentale ne donne pas de résultats convaincants à leur sujet.

Les enjeux de ce moratoire «qui ne fut pas reconduit» sont loin d'être expliqués clairement aux citoyens européens: il n'y a pas eu de véritable débat à leur sujet. Très globalement, on sait que les défenseurs des OGM disent être pour le «progrès», la «croissance» et le développement des biotechnologies pour nourrir l'humanité..., et que les opposants dénoncent les conséquences de l'utilisation des OGM en agriculture sur l'environnement, la santé, la société, où elle ne peut que renforcer la logique productiviste.

«Les manipulations génétiques ont été présentées comme une véritable avancée scientifique qui allait permettre, par le transfert des gènes, de révolutionner l'amélioration génétique en agriculture, d'améliorer la qualité des produits, de réduire l'utilisation des pesticides, de vaincre la faim dans les pays pauvres, et aussi de soigner les maladies génétiques.

[...] On nous a dit que c'était pour les pays pauvres, et l'essentiel concerne la production d'aliments pour le bétail des pays riches

En ce qui concerne la thérapie génique dans laquelle on a pu fonder des espoirs le bilan est plutôt négatif : elle est dans une impasse malgré les soutiens financiers importants qui ont été collectés...

Je suis passionné par le génie génétique mais malheureusement on a voulu en faire trop rapidement une utilisation commerciale, sans beaucoup de contrôle, d'exigence...L'utilisation du génie génétique doit être maîtrisée avec l'évaluation de effets sur la santé et l'environnement...

Extraits de l'interview de Gilles-Éric Séralin professeur-chercheur en biologie moléculaire
par Yves Griot, Président de Cohérence,
parue dans la lettre de R.A.D. (Réseau Agriculture Durable) de juillet 2007

Depuis 2002, les interventions de fauchage sur les cultures expérimentales de plantes transgéniques en plein champ se multiplient. Des villages, des régions se proclament anti-OGM. L'opinion publique commence à s'inquiéter de ces essais en dehors des laboratoires. Déjà aux États-Unis, de nombreux essais ont largement démontré, que les plantes transgéniques transmettent leurs gènes à d'autres plantes...

«Et les plantes fourragères génétiquement manipulées posent déjà un réel problème de sécurité alimentaire²⁶ en constante progression en raison des pesticides dont elles sont imprégnées (elles sécrètent un insecticide ou/et peuvent concentrer les herbicides totaux sans en mourir) ».

(Dr Lylian Le Goff).

L'État français considère les actions anti-OGM comme illégales, et punies d'amendes et de prison.

Qu'en pensez-vous?

Ne peut-on voir dans ces actions individuelles des actes de «désobéissance civile» tels que le prônent Gandhi et d'autres à sa suite? «La désobéissance civile» comme arme politique? Une recherche de votre part sur les OGM pourrait alimenter le débat sur le site des classes BT2.

²⁵ Moratoire: décision légale qui suspend provisoirement l'exécution de certaines prises de position.

²⁶ Sécurité alimentaire: cette notion recouvre deux acceptations; pour une grande part de l'humanité, la sécurité alimentaire est toujours synonyme de recherche de la couverture, quantitative et qualitative des besoins alimentaires en alimentation et eau; pour le reste, dans les pays à l'abri de la pénurie, de la malnutrition (pays développés), elle désigne la sécurité sanitaire des productions destinées à l'alimentation humaine.

Parmi les diverses publications sur ce sujet, nous estimons que l'ouvrage de Gilles Éric Séralini, professeur des universités de Caen, *OGM le vrai débat* (collection Domino), est incontournable.

Remarque: le 30 septembre 2004 eut lieu dans le Puy-de-Dôme une première mobilisation pour les essais OGM, organisée par trente agriculteurs et chercheurs, soutenue par la société BIOGEMMA, spécialisée en biotechnologie et financée par des semainiers français et des filières céréalières (*Ouest-France*, 1er octobre 2004).

Un OGM est défini comme un organisme vivant, microbe, plante ou animal, ayant subi une modification non naturelle de ses caractéristiques génétiques initiales, par ajout, suppression ou remplacement d'au moins un gène appelé transgène.

En agronomie, 71 % des ogm correspondent à une plante résistante, à un herbicide, par exemple le soja, résistant au «round up» qui détruit toutes les autres plantes concurrentes, et 28 % à une plante insecticide, par exemple le maïs bt dont les cellules modifiées sécrètent une substance toxique pour une chenille destructrice: la pyrale.

L'utilisation des OGM en agriculture pose trois questions qui ne sont actuellement pas résolues:

- l'impact sur la santé: l'ingestion de produits contenant des OGM ou des produits issus des OGM crée une incertitude sur la présence d'une substance indésirable qui pourrait entraîner une réaction allergique;
- l'impact sur l'environnement: le pollen est le vecteur privilégié de la dissémination des gènes végétaux; le transgène présent dans le pollen peut être transmis par fécondation à des plants avoisinants cultivés ou sauvages et qui deviendraient des plants modifiés par exemple résistants à un herbicide;
- l'impact sur l'autonomie des paysans: les entreprises de semences comme Monsanto et Novartis²⁷ imposent leurs produits génétiquement modifiés à l'exclusion de tout autre.

En Europe, un moratoire sur les OGM avait été imposé à cause :

- du principe de précaution: ils constituent une perturbation irréversible de l'environnement;
- des questions éthiques et morales: brevetage du vivant et mélange, transgression des espèces.

Une législation concernant l'étiquetage, qui doit être un gage d'innocuité, et la traçabilité est en voie d'être établie. Les OGM étant perçus comme les produits d'une certaine société et de sa logique du profit immédiat, les consommateurs demandent plus de garanties: étiquetages, traçabilité, transparence, expérimentation systématique sur les mammifères,... Le moratoire fut levé en Europe en juillet 2004.

La profonde dégradation des relations avec les animaux

Des élevages hors sol offrent aux vaches, aux cochons, aux poulets, aux dindes, un univers concentrationnaire: entassés dans des espaces-usines, dopés, voire drogués, ils ne découvrent le ciel que sur le chemin de l'abattoir!

L'agriculture productiviste est promue au niveau mondial, européen, local, par un lobby agro-alimentaire, particulièrement actif en France, et qui soutient la politique agricole commune (PAC). Malgré quelques réformes obtenues sous la pression de l'opinion publique, cette politique se poursuit avec la complicité des syndicats agricoles majoritaires, sa logique de compétitivité, de profit, logique destructrice aussi pour les agriculteurs productivistes eux-mêmes, trop souvent victimes, endettés (jusqu'à en devenir prisonniers) subissant de plein fouet les crises successives dues aux fluctuations du marché.

Si produire plus pour assurer l'approvisionnement des populations après la guerre 1939-45 se justifiait; actuellement, les graves problèmes sanitaires, sociaux, économiques créés par les stocks de nourriture et la manière de les produire exigent un total changement de politique agricole.

Le refus d'un modèle qui attribue 80 % des aides en Europe à 20 % d'agriculteurs, alors que 40% n'ont pas le SMIC, est réclamé depuis des décennies par des organisations agricoles qui ont encouragé déjà d'autres pratiques paysannes.

²⁷ Monsanto: multinationale, «géant de l'agrochimie, à la tête du marché mondial des semences, des produits chimiques agricoles et des médicaments... ». Secteur sous la bannière des biotechnologies.

Un autre modèle pour l'agriculture

Principes d'une agriculture «durable»

L'économiste Jacques Berthelot, qui dénonce «les formidables défauts et dangers du modèle productiviste», propose une stratégie paysanne et citoyenne dont le principe de base est de reconnaître à chaque pays (ou groupe de pays) le droit à la souveraineté alimentaire²⁸. «La protection à l'importation, avec une politique de soutien aux agriculteurs (aides plafonnées par exploitations et en fonction des personnes y travaillant) est de plus la seule solution accessible aux pays pauvres. Les prix doivent être réhabilités comme base des revenus des paysans. Ce qui suppose un minimum de déconnexion du marché mondial... »

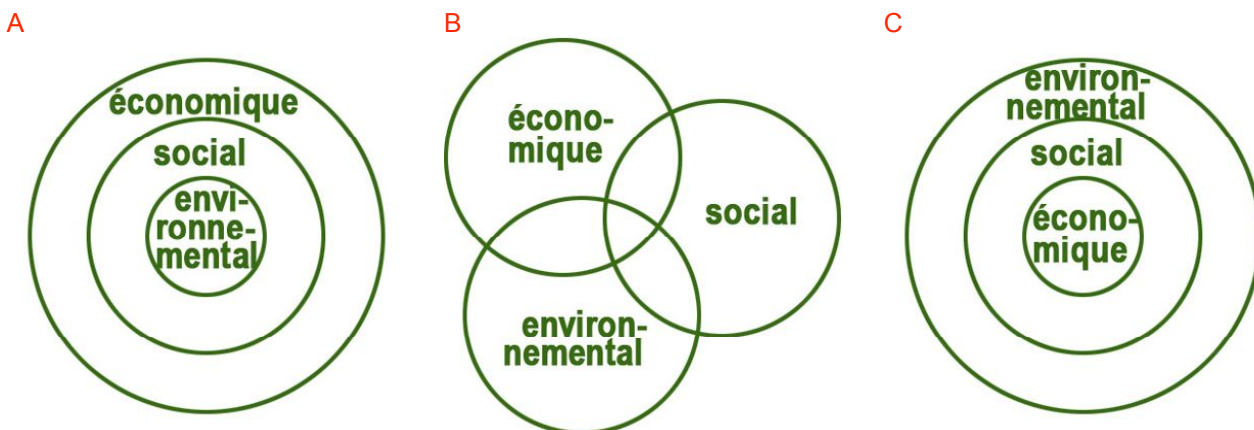
Ainsi Jacques Berthelot, et tous ceux qui s'interrogent sur le modèle productiviste, souhaitent un autre mode de développement pour la planète, qui permet une autre agriculture, soucieuse d'une recherche d'autosuffisance alimentaire, d'une réorganisation du commerce mondial.

Cet autre développement est ce qu'on appelle le développement «durable» qui veut maîtriser les conséquences écologiques, sociales autant qu'économiques de ce qu'on appelle le développement (croquis, dessin B).

Les enjeux du «développement durable» sont considérables. Il s'agit d'un bouleversement total dans les liens entre l'économique, l'environnemental et le social. C'est une remise en question de la croissance économique qui doit tenir compte d'une façon impérative, des exigences sociales et environnementales.

Trois croquis expliquent le rapport entre l'économie, l'environnement et le social, chacun représenté par des cercles :

- A- **la vision libérale**: le cercle économique, le plus grand, entoure le cercle social qui, lui, entoure le cercle de l'environnement
- B- **la vision écologique «durable»**: les trois cercles sont équivalents
- C- **la vision écologique plus radicale** : le cercle économique est au centre, enveloppé du cercle social, lui-même entouré du cercle environnement



Le développement durable

Bref historique

Dès 1972, une première étape vers la notion du «développement durable» est marquée par une réflexion sur la «croissance», les liens entre la protection de l'environnement et le développement humain...

En 1987, le concept de «développement durable» a été popularisé par la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement) qui le définit ainsi:

²⁸ Souveraineté alimentaire: désigne le droit des populations, de leurs états ou unions à définir leurs politiques agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays (tiers) (texte de Via Campesino).

«un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, en cherchant un équilibre entre l'action économique, le respect des équilibres écologiques, le bien-être social».

En 1992 à Rio de Janeiro, des représentants de plusieurs nations du monde se retrouvent autour de ce concept qui devait s'intégrer aux objectifs des politiques mondiales.

En 1995 à Stockholm, le sommet mondial sur le développement social insiste sur le rapport entre «développement» et «valorisation des ressources», notamment celles des groupes les plus vulnérables..

En 1997 à Kyoto, c'est le sommet sur le climat. Le concept de «développement durable» est à nouveau évoqué. Mais des nations s'en désintéressent, comme les États-Unis.

En 2002 à Johannesburg, les déclarations de Rio sont reprises et réaffirmées. L'Agenda 21 est adopté : il constitue un plan d'action à mettre en oeuvre, dans tous les domaines où l'activité humaine affecte l'environnement et la paix...

Quelques remarques

Les principes du «développement durable» restent trop souvent au niveau de déclarations sans effet sur la poursuite de la croissance libérale!

Cependant, des réflexions se poursuivent dans tous les pays et des réalisations prennent forme au niveau local. «Le développement durable ne tombera ni du ciel, ni de Johannesburg, ni de Bruxelles, ni de Paris. Il ne se traduira dans les faits que si, localement, toutes les forces vives du pays s'y engagent, conscientes des enjeux économiques et sociaux, et de leur responsabilité vis-à-vis des générations futures» estime Jean-Claude Pierre, fondateur de l'association *Cohérence* (qui regroupe des associations d'agriculteurs, de consommateurs, de défenseurs de l'environnement en Bretagne...).

La notion de «développement durable» est contestée dans certains milieux plus radicaux, qui lui préfèrent l'appellation de «décroissance soutenable» (croquis, dessin C).

Chacun d'entre nous fait partie de ces «forces vives». N'est-il pas temps de s'interroger sur le développement, sur notre modèle de consommation, si difficile à remettre en question ?

Tous ceux qui s'interrogent sur ce mode de développement souhaitent une agriculture durable, efficace économiquement (en permettant au paysan de vivre dignement de sa production), dynamique socialement (en lui permettant une bonne intégration sociale), écologiquement satisfaisante (en le mettant en condition de préserver l'environnement et de produire une nourriture de qualité, comme le précisent les principes du développement «durable»).

Par un lent mouvement, elle se met en place dans le monde entier où depuis des décennies des paysans résistent.

Une résistance paysanne existe

Malgré les politiques agricoles, les accords commerciaux mondiaux qui les déciment, des paysans résistent, du Nord au Sud de la planète, vivant sur leurs petites fermes, cultivant leurs terres sans trop de machines, attachés à la polyculture²⁹, mêlant pratiques traditionnelles et modernes...

Au Nord, ils auraient peut-être totalement disparu, surtout en Europe et aux États-Unis, s'il n'y avait pas eu dès les années 70 un vent de révolte qui fit arriver dans certaines campagnes de nouveaux paysans, les uns de tradition rurale, les autres venant des villes et prenant le tournant radical de l'agriculture biologique (*voir dernier chapitre*).

D'autres paysans, restés paysans, font le pari de «produire mieux en dépensant moins». Un exemple: dans les Côtes-d'Armor, en Bretagne, par une initiative de quatre agriculteurs, en 1982, un groupe se constitua, puis un réseau, le CEDAPA (Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome), qui développe autonomie et solidarité en pratiquant une agriculture économe, respectueuse de l'environnement, et créatrice d'emplois.

Le fondateur du réseau, André Pochon, cultivateur, est l'auteur d'un livre passionnant, *Les champs du possible*, qui gagna des adeptes convaincus, regroupés en collectifs, partisans engagés de ce qu'on appelle l'agriculture écologique durable.

²⁹ Polyculture: culture d'espèces végétales différentes dans une même exploitation agricole.

Il préconise: l'équilibre entre l'élevage et la production agricole, les cultures permettant assolements et rotations, la culture des plantes adaptées au sol et au climat, l'élevage des animaux dans des bâtiments paillés, des ruminants nourris le plus longtemps possible à l'herbe, et un bon investissement.

Un autre exemple significatif est celui de François Dufour (responsable des questions de sécurité alimentaire à la Confédération paysanne), qui a connu successivement toutes les formes de l'agriculture, de la traditionnelle à l'industrielle jusqu'à l'agriculture biologique.

Les exemples seraient innombrables...

François Dufour a connu toutes les formes de l'agriculture en présence: La traditionnelle autosuffisante et villageoise (avant 1960). La productiviste, soumise aux lois du marché, la biologique...

Il a sur place, dans le cadre d'une même exploitation familiale, vécu les transformations de la vie paysanne, le passage à l'industrielle, la course aux rendements (avec lesquels, sa femme et lui, ont rompu en 1985), puis la reconversion à la polyculture...

«*Nous nous sommes installés en 1976 sur 24 ha. C'était l'époque du modèle dominant, maïs, soja, béton, 40 vaches et 25 génisses, nourries avec de l'herbe et du maïs poussés au NPK (azote, phosphate, potasse, la trilogie de l'engrais industriel).*»

«*En 1981 on a décidé de remplacer progressivement le maïs par la prairie, pour aller vers une autonomie totale pour nourrir le bétail et se reconvertir à la "bio".* »

«*Actuellement j'ai 30 vaches, 4 ha de pommiers, 3 de céréales auto consommées, 4 de prairies naturelles, 19 d'un mélange de graminées et de légumineuses Blé, triticale, avoine, orge, pois fourragers sont mélangés et semés ensemble.*»

Extrait du livre «*Le grain de l'avenir*»

Dans les pays du Sud, des petites fermes ont réussi à subsister, pratiquant la polyculture traditionnelle, face à la monoculture industrielle: «leur productivité, précise Vandana Shiva (*voir encadré ci-contre*), est finalement soixante-six fois plus grande que celle de l'agriculture industrielle, très consommatrice d'eau, d'engrais chimiques, de carburant».

Vandana Shiva, indienne, féministe, physicienne, épistémologue³⁰, lauréate du Prix Nobel alternatif, est directrice du Centre pour la science et l'écologie de New Delhi en Inde.

Ses recherches sont connues dans le monde entier. Elle soutient les petites fermes et leur agriculture familiale et conteste vivement les politiques agricoles mondiales actuelles et leur conception de la productivité qui n'apporte pas de réponse au problème de la faim.

«L'alimentation est le droit humain fondamental: ce qui veut dire l'accès à la nourriture, le droit à la propriété de la terre, le droit de produire une alimentation saine et adaptée. Nous luttons pour préserver la biodiversité, pour la conservation des semences et des savoirs qui sont menacés par les transnationales... Si la technologie qui, sensément doit nous donner une nourriture en quantité suffisante, nous fournit de la nourriture empoisonnée, toxique, des produits génétiquement manipulés, donc dangereux, nous disons non.»

Sources: revue L'Écologiste, juin 2002;
interview lors du Forum social mondial de Bombay
par le journal L'Humanité, février 2004.

Les petits producteurs, qui utilisent la rotation³¹ des cultures et les engrais issus de la biodiversité de leur exploitation, sont actuellement de plus en plus nombreux à se convertir à une agriculture écologique.

Je suis passé à l'agriculture biologique car les engrais coûtaient trop cher, et la qualité du sol ne cessait de se dégrader... Chaque année je devais utiliser davantage d'engrais chimiques. Au début en utilisais 15 kg pour 1 500 m². Mais à la fin il m'en fallait 50 kg sur la même surface alors que ma récolte ne cessait de diminuer...» explique Niphad, riziculteurs thaïlandais, membre de l'organisation paysanne NAG- Sarin.

«De plus, les nouvelles semences se sont montrées plus sensibles aux intempéries et épidémies que les variétés traditionnelles, elles exigèrent l'utilisation de nouveaux pesticides.»

Cité dans: «*Nourrir le monde ou l'agrobusiness. Enquête la multinationale Monsanto*»

³⁰ Épistémologue: qui étudie l'histoire, les méthodes des sciences.

³¹ Rotation: succession de cultures selon l'ordre déterminé sur une même parcelle

Un exemple tout à fait symbolique de cette résistance est celui des «Paysans sans terre» au Brésil, qui depuis plus de 20 ans revendiquent pour y travailler et vivre des terres non cultivées de grandes propriétés ou de l'état...

«Ces paysannes, ces paysans, qui veulent vivre en harmonie avec leur environnement, ont des savoir-faire ancestraux trop souvent ignorés, mutilés par les politiques de développement, souvent au nom du progrès scientifique», notent les auteurs indiens d'un livre aussi passionnant que *Les champs du possible*, d'André Pochon, et dont le titre *Quand reverdiront les villages* évoque toute une aventure.

Certaines ONG (Organisations non gouvernementales) comme les Vétérinaires sans frontières (VSF) interviennent depuis 1983 dans les pays en développement, et accompagnent ces femmes et ces hommes «qui défendent à coups de machettes et de charrues dans les montagnes du Guatemala et les savanes du Sahel leur droit à exister»: (Revue du VSF, *Habbanæ* - mot peul signifiant le prêt de l'amitié - de juin 2003).

Les paysans sans terre

C'est au nord de Sao Paulo que le Mouvement des sans terre (MST) s'est développé Cécilia et son mari vivent depuis 1999 sur 4 ha achetés à l'État, et cultivent du manioc, du maïs, des haricots rouges bio vendus a supermarché. Malgré le caractère rudimentaire de leur existence, c'est tellement préférable aux bidonvilles Les «Paysans sans terre» espéraient beaucoup du nouveau gouvernement Lula (2003), mais les promesse faites ne se concrétisent que lentement. Les manifestations pour une réforme agraire, pour une redistribution des terres se poursuivent.

Des alternatives au mode le agricole dominant se cherchent

L'agriculture durable invite à une réflexion sur la place et le rôle de l'agriculture dans la société. Elle se veut être une agriculture rentable qui facilite:

- la transmission de l'exploitation grâce à la moindre accumulation des capitaux;
- l'utilisation de systèmes plus économiques et plus naturels dans les pratiques agricoles;
- un respect des ressources naturelles avec une meilleure occupation de l'espace.

Un peu partout en France, en Europe, dans le monde, il est question d'agriculture «durable» qui cherche à satisfaire, selon la définition du sommet de Rio en 1992, les besoins du présent sans compromettre les ressources naturelles pour les générations futures.

Des réseaux d'agriculture durable se constituent, se regroupent pour promouvoir une agriculture pouvant répondre, sans critiques, au qualificatif de «durable», afin que ce concept ne soit pas galvaudé et ne se vide pas de son sens.

Des exploitations agricoles changent de pratiques. Des rencontres sont programmées (ateliers, débats, expositions, conférences...) dans les départements, les régions, les états... pour que vive et prenne forme l'agriculture durable.

La Confédération paysanne, encourageant une agriculture paysanne et citoyenne «durable» (voir encadré), estime qu'il est urgent «de reconstruire une activité sinistrée et en dérive, sur les bases d'une nouvelle charte mondiale de l'agriculture, reposant sur les six piliers de la sagesse paysanne»

L'agriculture paysanne

- Accroître le nombre des exploitations, réduire la concentration de la production en Europe et dans le monde.
- Protéger les ressources naturelles et respecter l'environnement.
- Rétablir la confiance du consommateur en assurant la qualité des produits, leur innocuité et leur saveur.
- Réinsérer l'exploitation agricole dans le milieu social.
- Maintenir la diversité des populations animales élevées et des espèces végétales cultivées.
- Œuvrer pour un développement durable.

C'est autour de cette «multifonctionnalité» clairement définie qu'il faut construire une réelle politique agricole commune.

Ces réseaux regroupent aussi des associations écologiques et citoyennes. On peut les contacter: les R.A.D. (Réseaux pour une agriculture durable), les CIVAM, l'association *Nature et Culture*, par exemple, ont une structure nationale et se veulent partie prenante pour construire pas à pas un «produire autrement», un «consommer autrement» à partir du vécu des pays.

En Bretagne, le réseau *Conhérence* pour un développement «durable» appelle à une mobilisation citoyenne pour comprendre et contester ce qu'est devenue l'agriculture, pour dénoncer par exemple la disproportion entre les sommes versées pour des mesures palliatives (soigner les dégâts du productivisme) et les mesures préventives. Les méthodes agri-environnementales ne pourront être appliquées que sur 0,8 % des surfaces agricoles utiles!

Jean-Claude Pierre, ancien président de l'association Eaux et rivières et fondateur du réseau *Conhérence* ne se voile pas les difficultés de la tâche: «Nous sommes en face d'un fondamentalisme ultra-libéral qui impose sa loi d'airain». Il est d'autant plus fondamental que l'agriculture «durable» trouve un appui auprès des associations de défense de l'environnement, de consommateurs, de solidarité internationale, de chômeurs, d'élus locaux!

Chacun, chacune d'entre nous peut comprendre l'urgence d'une agriculture «durable»: à nous de l'aider en nous intéressant aux agriculteurs, souvent victimes d'un système qu'on leur impose, en favorisant l'extension de marchés locaux qui permettent la vente de légumes, de fruits dont on connaît la provenance. Nous pouvons aussi jouer un rôle dans ce qu'on appelle le commerce équitable qui fait partie de la réflexion sur l'agriculture «durable».

Mise en place difficile de l'agriculture «durable»

L'agriculture «durable», officialisée, est difficilement mise en application. Sa prise en compte suscite les appétits du monde agricole. Il n'est pas une forme d'agriculture qui, actuellement, ne revendique le statut de «durable» (on en compte une dizaine de «familles» - voir plus loin). Il est d'autant plus difficile de s'y retrouver que la marche vers une véritable agriculture «durable» est constamment freinée:

- il y a l'héritage de la culture productiviste, cette habitude de la performance au veau du rendement, conseillé par le technicien de la Chambre d'agriculture;
- il y a l'environnement économique de l'agriculture, les intermédiaires agro-industriels qui n'encouragent pas cette évolution!
- il y a la PAC qui, sous couvert de modifications favorables à l'environnement, change peu de politique!

Et il y a aussi, trop souvent, les propositions officielles (nationales, régionales, locales) qui restent au niveau des déclarations, des discours.

La presse se fait souvent l'écho des vives protestations d'associations constatant la non-application de propositions concernant l'agriculture «durable» ce qui en montre bien les limites !

Le journal *Ouest-France* du 3 février 2004 relate la colère d'associations écologistes bretonnes (Eaux et rivières, Bretagne vivante), du Centre de la consommation, de la Confédération paysanne, qui ont quitté le Comité de pilotage chargé d'appliquer la charte pour une agriculture pérenne - durable -, et la reconquête de la qualité de l'eau: «Il n'y a pas de véritable application de la charte, simplement un assouplissement des contraintes environnementales... Ce dévoiement conforte un modèle agricole responsable des pollutions et alimente la crise agricole...» précisent ces associations qui ont crié à la trahison.

Fin 2004, le nouveau Conseil régional de Bretagne tente de renouer des liens avec les quatre associations partantes afin de relancer la charte, l'audit³² des bassins versants³³, les filières non-OGM (*Ouest-France*, 11 septembre 2004).

³² Audit: étude systématique.

³³ Bassin versant: ensemble des ruisseaux, rivières se jetant dans une rivière principale.

La «loi d'airain néolibérale» règne dans le monde entier pour imposer au niveau de l'agriculture des cultures d'exportation (accaparant de gigantesques soutiens publics), des aides proportionnelles au volume des productions, des «primes» de toutes sortes... Mais elle ne peut empêcher qu'en 2004 se dessinent les contours d'une nouvelle agriculture, d'une nouvelle ruralité.

Parmi les «familles» qui se réclament de l'agriculture «durable», l'agriculture «raisonnée» reçoit l'appui des chambres d'agriculture, des syndicats agricoles majoritaires, de la grande distribution. Cette agriculture repose en principe sur des techniques précises dont l'objectif est de «respecter l'environnement». Mais dans la plupart des cas c'est «mettre un peu de vert» dans l'agriculture conventionnelle. C'est néanmoins pour certains une avancée vers une agriculture «durable», comme en témoigne un viticulteur du Jura.

Un viticulteur dans le Jura

«Je suis installé depuis 1994. Comme d'autres viticulteurs (il y a en effet le quart du vignoble jurassien en production raisonnée), je travaille avec une technicienne du CTV (Comité technique viticole) pour réduire l'utilisation des produits sanitaires. Nous surveillons régulièrement la vigne. Ainsi, nous n'utilisons les produits chimiques qu'en dernier recours après avoir mis en place des stratégies naturelles de lutte contre le mildiou, l'oïdium. Le technicien sécurise la récolte avec nous, programme les interventions et l'emploi des produits en fonction des résultats des analyses, de ce que nous constatons ensemble sur le terrain et prévoyons comme évolution en fonction des conditions naturelles. Je note toutes mes interventions dans les vignes...

D'autres éléments peuvent compléter l'action : ainsi la lutte contre les ravageurs et insectes ne se fait qu'après comptage. On analyse les sols avant fertilisation. On enherbe les rangs et les bordures de vignes pour éviter le ruissellement des produits phytosanitaires. On choisit les traitements les plus respectueux de l'environnement.»

J.-Y. Vapillon, 28/09/04



Février dans les collines du Beaujolais.

À gauche : la terre de cette vigne est nue (labour ou désherbage chimique). Les pluies ravinent le sol.

À droite : ici, entre les rangs de vigne, le sol est enherbé : l'eau est mieux absorbée, l'érosion du sol est limitée.

D'autres «familles» qui s'inscrivent dans les «réseaux d'agriculture durable» (RAD), agricultures paysannes, fermières, citoyennes... sont des alternatives au modèle productiviste, et peuvent constituer un passage -ou non- vers la «famille» que nous avons choisi de privilégier, d'analyser, de décrire, parce qu'elle nous paraît la plus cohérente dans sa démarche d'agriculture «durable»: c'est l'agriculture biologique...

L'agriculture biologique

Il n'est pas facile d'évoquer en quelques pages l'extrême diversité, l'extrême richesse des fermes biologiques, éparpillées dans le monde (des dizaines de milliers sur 17 millions d'hectares), dans les pays (plus de 10000 en France), les régions (900 environ en Bretagne en 2003, et plus de 250 recensées dans le Finistère). Ces chiffres sont précisés dans un petit ouvrage malicieux *L'agriculture bio se dessine* (voir bibliographie) qui nous a servi de trame pour présenter la «bio».

Avant que nous nous engagions dans cette présentation, nous tenons à préciser quelques points.

L'agriculture biologique n'est pas une nouveauté:

ses pionniers existent depuis les années 50. S'opposant à l'agriculture productiviste qui se mettait en place, ils s'appuyaient sur l'agriculture traditionnelle dont le savoir-faire et le bien-fondé pouvaient s'intégrer à des procédés novateurs. La prise en compte de la «bio» comme mode de production spécifique apparaît dans le monde dès les années 70. En France, la première mention officielle apparaît dans un décret de 1980...

Un embryon de politique bio est suivi en 1992 par une mesure européenne agri-environnementale, «Conversion à l'agriculture biologique». À la suite du scandale de la «vache folle», les choses s'accélérent: en 1999, par la Loi d'orientation agricole, la France entame une politique en faveur de la «bio» en lui octroyant des aides.

Mais la complexité des aides, les réticences des institutions (en 2004, la «bio» n'est plus invitée au Salon de l'agriculture!), du monde agricole effrayé par les contraintes environnementales (alors que les contraintes productivistes sont acceptées comme une fatalité) font que la promotion de la «bio» est lente: elle ne suit pas la demande de tous ceux qui sont conscients non seulement de l'intérêt mais de l'urgence d'une telle révolution...

«L'année 2003 restera une très mauvaise année pour l'agriculture biologique. Du fait de l'absence de volonté politique et de différentes mesures administratives peu encourageantes, les agriculteurs n'ont actuellement aucun intérêt à se convertir à la bio» estime la revue *Silence* (mars 2004).

La France, avec ses 1,5 %, se place dans les dernières positions en Europe avant la Grèce et l'Irlande, tandis que l'Autriche, l'Italie, les pays nordiques, l'Allemagne atteignent les 20 % de production...

Ajoutons que 70 % des produits bio consommés en France sont importés!

Les groupements d'agriculture biologique se structurent peu à peu en France. Ils veulent concilier le développement de l'agriculture biologique, tout en préservant et renforçant ses principes fondamentaux. Ce sont des lieux très ouverts de rencontres, d'informations, de débats. Il y a la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, qui édite la revue *Biofil*, Les FRAB, Fédérations régionales de l'agriculture biologique. En Bretagne, elle édite la revue *Symbiose*, très accessible, et les GAB, Groupements départementaux de l'agriculture biologique.

Qu'est-ce que l'agriculture biologique?

La bio, dit-on, est un peu d'amour à la planète: «Courtisan de la terre (tellement fragile, tellement maltraitée qu'elle disparaît sur des régions entières), le paysan bio la cajole, la respecte pour qu'elle donne pendant longtemps la nourriture aux humains», G. Le Jeloux, polyculteur éleveur (56, département du Morbihan).

Mais il ne s'agit pas simplement de semer et de laisser faire !

L'agriculture biologique, c'est :

- du point de vue de la loi : ne pas utiliser de produits chimiques de synthèse ni d'organismes génétiquement modifiés (OGM);
- du point de vue technique: produire, produire longtemps par des pratiques agronomiques et d'élevage respectueuses des équilibres naturels, de l'environnement et du bien-être animal.

Les pratiques de la «bio» reposent sur des bases scientifiques et des techniques précises.

« ...Le paysan bio maintient un équilibre entre champs cultivés, pâtures, bois ou haies. Pour nourrir le sol et les plantes, il a recours à des produits naturels. Le fumier composté, produit à partir de ses animaux et de sa paille, en est la base.

Il cultive des plantes (des légumineuses) capables de capter l'azote de l'air grâce à des micro-organismes fixés à la périphérie de leurs racines. Ces légumineuses, comme le trèfle, le lupin, la féverole, sont très riches en protéines... Les céréales, les betteraves ou les légumes sont désherbés avec des outils mécaniques qui respectent les micro-organismes, les vers de terre et en plus aèrent le sol...

La prairie composée de l'association de graminées et de légumineuses est la tête de rotation des plantes qui se succèdent sur trois, cinq ou sept ans. Elle constitue l'aliment principal des animaux qui grandiront à un rythme naturel dans un environnement varié. Les haies abritent des oiseaux, des coccinelles... qui empêchent l'invasion et les dégâts causés par les insectes nuisibles. Ainsi cultivés et nourris, les plantes et les animaux deviendront des aliments de choix pour l'homme.»

Jean Mogis, producteur de lait bio (56)

Ces procédés bio, on les retrouve dans la pratique du jardinage que chacun peut connaître autour de soi. Les informations à ce sujet deviennent de plus en plus nombreuses (voir encadré).

«Jardiner bio, c'est facile» par les auteurs des *Quatre saisons du jardinage*

«Jardiner bio, c'est jardiner sans produits chimiques: pourquoi des engrais puisqu'avec du compost³⁴ les plantes sont bien mieux nourries?... Pourquoi des pesticides puisqu'avec des plantes en bonne santé et quelques produits non toxiques, on résout les problèmes de ravageurs et de maladies?...

Saviez-vous que lorsque vous traitez vos légumes ou vos rosiers, 10 % seulement du produit utilisé sert réellement à les protéger, le reste s'évaporant dans l'atmosphère ou allant polluer le sol et l'eau ?»

Claude Aubert, agronome

Les installations en «bio»

L'installation en «bio» est une démarche volontaire de paysans qui veulent obtenir des aliments de qualité en respectant la terre, en orientant les mécanismes du vivant (sa biodiversité, sa beauté, sa fragilité) vers un objectif de production à long terme.

Pour devenir un agriculteur bio, il faut entreprendre une démarche de conversion qui dure au minimum 2 ans. Dès la première année, l'agriculteur s'engage à respecter le cahier des charges de la «bio». Le certificat AB est délivré à partir de la 3e année de production.

Le cahier des charges contient des principes stricts concernant:

- la non-consommation d'engrais chimiques, de pesticides ;
- la protection des écosystèmes³⁵, une limitation des apports d'azote, des pratiques culturelles variées... ;
- le refus d'utiliser des OGM tant pour les cultures que pour l'alimentation des animaux, par principe de précaution ;
- des contrôles réguliers (au moins tous les ans, parfois à l'improviste). Le contrôleur accompagné de l'agriculteur fait le tour des parcelles, observe les animaux, visite les bâtiments, regarde les factures d'achats de vente...

Le coût du contrôle est à la charge de l'agriculteur.

³⁴ Compost: engrais composé de débris organiques et de matière minérale.

³⁵ Écosystème: milieu naturel.

Quelles aides pour la «bio»?

Lors de la conversion, l'agriculteur bio peut demander une aide financière dans le cadre des CTE (contrats territoriaux d'exploitation). Ces aides, qui n'ont qu'un temps, peuvent être variables selon les régions, dont certaines sont défavorisées. Elles sont en général compliquées à obtenir. Ci-joint le témoignage d'un jeune paysan du Pays basque, installé sans problème, semble-t-il, dans la ferme familiale.

La pratique de la «bio» demande une formation solide: il y a des stages spécifiques réguliers organisés par les Maisons de la Bio, des échanges continuels entre producteurs bio, sans parler de rencontres formatives avec les paysans qui restent en agriculture «durable». Là aussi, les échanges sont importants...

Agriculture biologique et énergies renouvelables en Pays basque

«Mon père ne supportait plus de voir les vers de terre mourir à cause du lisier. Symboliquement, c'était trop fort. C'est pourquoi mes parents ont pris en 1975 le premier tournant vers l'agriculture biologique» précise Jon Harlouchet, à l'occasion de rencontres Agriculture biologique, environnement et santé du Pays basque.

Jon s'installe lui-même en bio en 1998 sur 21 hectares dont 9 labourables et élève un troupeau de vingt-deux vaches laitières (la moitié du lait est commercialisée en vente directe). Après avoir fait analyser les sols de l'exploitation, il pratique son métier de paysan dans le respect de ses animaux, de la nature et des consommateurs.

Pour Jon, l'agriculture biologique ne ressemble en rien à une régression: il n'utilise pas de produits de synthèse, pratique les rotations, sème des plantes qui ont pour mission d'étouffer les adventices (en agriculture conventionnelle, on dit les mauvaises herbes), fait pâturer ses bêtes selon le principe des parcelles tournantes...

La grande affaire d'une ferme biologique, c'est le «compost (38), mélange de fumier, de déchets verts précompostés».

Une installation solaire produit de l'air chaud pour faire sécher son fourrage plus vite en aire de stockage.

Jon Harlouchet, Journal du Pays basque, 17 septembre 2002

La «bio» est un choix par engagement

C'est aussi la satisfaction de contribuer à entretenir (faire renaître) un tissu rural dans un territoire vivant, créateur d'emplois...

Lorsque vous côtoyez ou questionnez des paysans bio, vous êtes frappés par la passion qu'ils mettent à parler de leur métier: au-delà même du produit de qualité obtenu, c'est la passion de connaître la terre, la ménager, l'enrichir, obtenir avec rigueur des plantes, des animaux en bonne santé. C'est aussi le plaisir de vivre davantage en réseaux conviviaux avec les autres bio, avec les consommateurs qui viennent acheter directement à la ferme (ou sur les marchés ou dans les biocoops...) des produits qu'ils apprécient...

Ces considérations n'effacent pas le dur travail journalier de la terre, l'attention toujours en alerte, les divers soucis liés au fonctionnement de la ferme, les exigences des pratiques culturelles... Mais la satisfaction d'être en accord avec soi-même et avec l'entourage semble dominer. Ceux qui se lancent dans le bio parce que c'est «tendance», parce que c'est la mode, ou parce qu'on pense y gagner de l'argent ne tiennent pas longtemps, dit-on dans le milieu bio...

Jacques Dufour, agriculteur retraité à Eymet, dans le Périgord, témoigne:

«J'ai été exploitant agricole de 1965 à 1993, avec mes parents au début, sur 33 hectares, en polyculture-élevage de vaches allaitantes. Deux tiers de l'exploitation fournissait l'alimentation du bétail (plantes fourragères, orge, avoine, féveroles, petits pois, prairies), l'autre tiers utilisé pour des cultures de vente, blé, tournesol. Je suis devenu agriculteur bio quand, après avoir constaté chez mes animaux des problèmes de santé, j'ai participé avec d'autres personnes à une réunion organisée par la firme Lemerre Boucher, spécialisée dans la vente des produits destinés aux bios... Au bout de 10 ans, j'ai décidé de travailler avec une autre firme (Nature et Progrès) dont les techniciens sont de très bon conseil...»

La qualité de mes animaux m'a permis de vendre des reproducteurs à une coopérative dans de bonnes conditions, mais d'une façon générale, le label bio n'est pas reconnu en tant que tel... Pour que l'agriculture biologique se développe, il faudrait une volonté à un haut niveau chez les hommes politiques, mais aussi une volonté des consommateurs qui acceptent de payer plus cher des produits de qualité, car ces produits demandent de passer plus de temps au travail des champs ou à l'élevage... »

Propos recueillis le 25 août 2004.

Les paysans «bio»

Les paysans «bio » ont été longtemps considérés comme des rêveurs, des originaux. Mais ils ont vu peu à peu leur statut évoluer en même temps que, dans l'opinion publique, ils apparaissaient comme ceux qui savaient «nourrir sans détruire», en restant simples malgré leurs connaissances d'agronomie indéniables...

Les relations avec les agriculteurs productivistes furent dans un premier temps orageuses, mais actuellement, dans le mouvement qui s'esquisse vers une agriculture «durable», les bios commencent à être reconnus, leur savoir-faire, la qualité de leurs légumes, plantes aromatiques, volailles, viandes de porc, farines, produits laitiers, sont appréciés par une clientèle reconnaissante de ne pas y trouver de «chimie» (ou tout au moins un minimum, car on ne peut exclure ce qu'une terre polluée, une eau polluée, un air pollué leur apportent).

Il n'est pas question pour les bios de rester à part! Il suffit de voir les marchés, de lire les écrits bio (en France, la revue nationale Biofil mérite bien son nom) où il y a un appel constant au dialogue, à l'échange...

Tout n'est pas «fluide» cependant. L'encouragement officiel à la bio n'est pas démesuré ! Il peut y avoir des risques de fraude ! Et il y a, du côté des consommateurs, un reproche souvent présent : le bio est cher !

Ainsi, le bio entre difficilement dans la grande distribution.

Pourquoi les produits «bio» sont-ils plus chers?

Deux précisions peuvent être apportées.

- On doit tenir compte du «juste prix» de l'agriculture productiviste, conventionnelle: le gaspillage d'énergies, le coût des subventions, des «rallonges», de la dépollution sont à la charge des citoyens, sans parler des frais de santé induits par un aliment dévitalisé, pollué par tous les intrants. Les primes sont environ de 20 euros/ha pour cultiver du fourrage herbager alors qu'elles sont de 350 euros/ha pour cultiver du maïs fourrage (très exigeant en eau)!

-On doit tenir compte de la «qualité» de ce que l'on mange:
«la qualité intrinsèque d'un aliment est liée à sa teneur en nutriments³⁶. Un aliment se dévitalise lorsqu'il s'appauvrit en nutriments dits indispensables, c'est-à-dire tous les micronutriments (vitamines, minéraux, oligo-éléments), certains acides aminés³⁷, et acides gras insaturés³⁸, les fibres alimentaires. À trop privilégier le rendement en agriculture, on fragilise les espèces qui s'appauvrissent en nutriments et deviennent dépendantes des traitements polluants... Ainsi l'aliment santé, apte à nous apporter énergie et éléments nécessaires à l'entretien de notre potentiel vital, devient un aliment - facteur de risque ce qui sous-entend qu'il peut être dévitalisé et pollué... » (Dr Lilian Le Goff, Manger bio, 2001).

³⁶ Nutriment: élément chimique contenu dans l'aliment.

³⁷ Acide aminé: constituant fondamental des protéines.

³⁸ Acide gras insaturé: composé organique contenu dans les huiles végétales.

«Pour s'offrir régulièrement du bio et pour "pas plus cher", affirme le même auteur, quatre conditions doivent être remplies:

-sur le plan de l'équilibre nutritionnel, un exemple: dans le couscous végétarien, une céréale complète + une légumineuse apportent des protéines et d'autres nutriments;

-si on alterne repas bio carnés et bio végétariens, cela ne revient pas plus cher qu'une alimentation continue à base de produits animaux;

- la façon de cuisiner (de préférence à la vapeur pour les céréales et légumes... sans parler du manger cru au début du repas) peut concourir à une bonne assimilation de l'ensemble;

-faire son approvisionnement dans les marchés, biocoops ou directement à la ferme entraîne un meilleur rapport qualité-prix»,

Voir les conseils de Brigitte Fichaux, diététicienne, cités dans *La bio se dessine*.

La «bio» a déjà fait son entrée dans la restauration collective. Deux départements peuvent être cités, le Gard et le Finistère, où des cantines, des restaurants universitaires comptent plusieurs repas bio par semaine ou par mois...

«Le restaurant universitaire de Lorient prouve depuis 1998 que l'on peut manger régulièrement de savoureux menus intégralement bio sans dépenser plus grâce à l'alternance entre protéines animales et végétales... » (Dr Lylian Le Goff).

Si l'on tient compte de ces remarques, de ces principes, sans purisme, sans contrainte, n'a-t-on pas le sentiment de participer individuellement et simplement à un changement - si minime soit-il - pour un monde respectueux de la Terre et des êtres qui y vivent ? Et l'on se rend compte que le bio n'est pas plus cher!

La «bio» renvoie à un changement de société

L'aventure bio, symbole de la véritable agriculture durable, est un choix qui ne concerne pas seulement le producteur, qui ne concerne pas seulement le consommateur, mais qui concerne les deux ensemble, solidaires pour produire autrement, consommer autrement, vivre autrement les relations des pays du Nord et du Sud...

Cela peut s'obtenir en agissant, mais aussi par la réflexion et la prise de conscience politique, au sens noble, celle qui répond à la question: comment voulez-vous vivre sur la planète?

Sur cette planète où des paysans pauvres découvrent que l'agriculture biologique est non seulement rentable, mais qu'elle est meilleure pour la santé et permet de mieux contrôler les semences! ... Parmi les abondantes informations que vous pouvez obtenir sur l'Internet (Le Courrier Unesco, La bio dans le monde), en voici une, rapidement évoquée, concernant le Bangladesh où la culture bio prend racine:

«Autrefois, les rizières de Mohammad Reazudine étaient infestées de nuisibles. Et il avait beau ne pas lésiner sur les pesticides et les engrais, les rendements baissaient... Mais tout cela, c'est du passé. Aujourd'hui, il a adhéré, comme 25000 autres paysans, au Mouvement écologique Nayakrishi Andolon; il a tourné la page du tout chimique et ses récoltes s'améliorent... L'agriculture n'est pas l'industrie. C'est un mode de vie, une pratique culturelle, une relation plus heureuse avec la nature... ».

Nous retournons en Bretagne où nous avons choisi de retenir quatre descriptifs de fermes bio. Toutes significatives, toutes importantes, elles sont à nos yeux une illustration concrète, précise des principes de la «bio», ses exigences, sa rigueur, ses difficultés... Chacune, chacun d'entre nous peut mener une enquête similaire dans sa région.

Quatre témoignages de fermes «bio»

«Goulven, Élisabeth, Gérard, Catherine, Henri, Youen... sont des amis qui, à ma demande, ont témoigné de leurs pratiques culturales et d'élevage... Ils ont voulu insister sur les aspects techniques montrant plus que des discours leur travail quotidien, concret, fait d'intuitions et de savoirs pointus concernant l'agronomie³⁹.

Les uns et les autres, engagés dans l'aventure bio avec passion et persévérance, ont réussi à créer autour de leur ferme un terroir vivant, où d'autres petites exploitations s'implantent (dans la commune de Tréogat, il y a en 2004 la moitié des fermes en bio - 4 sur 8, chiffres significatifs!).

Sans parler de leur réussite personnelle, économique, certaine bien que modeste, d'une qualité de vie pour eux et leur famille, indéniable, qui n'a nullement réduit leur engagement pour une société plus écologique, plus solidaire... »

Goulven et Élisabeth Thomin, maraîchers

À la Roche Maurice (Finistère), Goulven Thomin cultive en bio des échalotes de sélection. Il fait une croix sur les pesticides.

Multiplier et sélectionner des plants d'échalotes certifiés indemnes de maladie, sans utiliser de produits chimiques.

Pionner de l'agriculture biologique, installé avec sa femme Élisabeth en production légumière depuis 1980, Goulven Thomin relève chaque jour ce défi technique sur son exploitation de Penn ar Vern, à la Roche Maurice (Finistère). L'enjeu est important. En tout début de chaîne de production, Goulven fournit en bulbes les producteurs d'échalotes bio. L'interprofession des semences (le GNIS) contrôle très scrupuleusement l'état sanitaire des cultures. Elle procède à des analyses systématiques dans les laboratoires de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) pour vérifier l'absence de virus.

«En culture conventionnelle, commente Goulven, les producteurs de plants d'échalotes effectuent chaque semaine un traitement insecticide et un traitement fongicide (contre les champignons).»

Pour respecter les exigences du cahier des charges bio, Goulven lutte contre les parasites de l'échalote sans filet de sécurité chimique. Son arme: une connaissance pointue de l'agronomie, nourrie par sa passion de l'écologie. Fils de paysan, après un bac scientifique et des études en faculté de lettres à Brest, il forge son savoir-faire de cultivateur bio en dévorant les livres, puis au sein du groupement des agrobiologistes du Finistère, le GAB29, fondé en 1980.

«Nous étions une quinzaine de producteurs très solidaires, constamment entraînés à échanger nos expériences», se souvient-il.

Héritier de cette dynamique de développement agricole par-dessus la haie, parfaitement inséré dans un réseau de solidarité entre agriculteurs, Goulven met ses cultures à l'abri des risques de contamination, sur des parcelles vierges (3 à 5 hectares), jamais cultivées en échalotes, isolées de la zone légumière et mises à disposition par des collègues bio.

L'ennemi numéro un ? Le mildiou.

Le bulbe ne pourrit pas, mais il arrête de pousser. La feuille sèche, ça nuit au rendement. La parade? La bonne vieille bouillie bordelaise (du sulfate de cuivre neutralisé à la chaux), en traitement préventif, s'il fait chaud et humide. Contre la pourriture sèche «on stocke les échalotes en séchoir, on les vérifie à 36 degrés pendant quatre jours. Le champignon est stoppé tout de suite après la récolte». Il faut aussi se prémunir des attaques de bactéries par une plantation dense et un arrachage précoce. «On vient de découvrir que les bactéries pénètrent moins facilement dans les petits collets (au-dessus de la racine)», explique Goulven toujours à l'affût des informations techniques délivrées par les stations expérimentales.

En l'absence de traitement herbicide, Goulven déploie une panoplie de techniques alternatives pour «contrôler la flore des mauvaises herbes: le bâchage plastique (les mauvaises herbes sont étouffées), l'arrachage manuel dans les rangs, le binage mécanique dans les allées, le désherbage thermique... ».

³⁹ Agronomie: science de l'agriculture.

Pour éviter de dépense trop d'huile de coude, Goulven joue la carte de la prévention.
«Les mauvaises herbes expriment les déséquilibres du sol. Un sol trop tassé favorisera l'émergence du rumex un sol trop riche en azote favorisera le mouron des champs. Un travail agronomique de longue haleine, avec des rotations de cultures bien raisonnées, avec des analyses de sol régulières, avec une fertilisation équilibrée à base de fumier de bovin composté permet de diminuer progressivement le stock de graines indésirables.»

Varié, le panier de légumes

Avec 40000 m² de serres, Élisabeth et Goulven Thomise proposent sur les marchés tout un panier de légumes, au sein d'une SARL de commercialisation partagée avec deux autres maraîchers bio. Salades, épinards, persil, navets, carottes, betteraves rouges, tomates, courgettes, poivrons et aubergines font l'objet de soins attentifs.

«Sous les abris, commente Goulven, les rotations sont raisonnées en fonction de l'alternance des familles botaniques et des besoins en fumure. Les serres tunnels sont déplacées tous les cinq ans, pour faire reposer le sol. Je pratique la lutte biologique: ce sont des insectes auxiliaires qui nettoient les plantes de leurs parasites (pucerons, acariens).»

L'insecticide à base de pyrèthre végétal est appliqué en dernier recours, en cas de pullulation non maîtrisée. En cultures de pleins champs, Goulven équilibre son assolement entre les échalotes de consommation, les céréales (triticales, féveroles, sarrasin) et les prairies «tout dépend de l'histoire de chaque parcelle et de ses capacités agronomiques». En céréales, pour lutter contre les maladies, Goulven applique les principes de la biodynamie⁴⁰, une des écoles de l'agriculture biologique.

«J'utilise de la tisane de prêle et du purin d'ortie (insectifuge au bout de 24 heures, fertilisant au bout d'un mois)» confie Goulven.

Gérard Bensoussan produit des plantes médicinales et aromatiques

Il s'agit d'une production de plantes sèches, de bouquets condimentaires et de jeunes plants en godets.

«LES TISANES DE KER EOL»

La production est née en 1983 à Tréogat (Finistère) sur un terrain précédemment en pâture à moutons. Le séchage est prévu dans un vieux bâtiment d'élevage. En 1986, un séchoir et l'habitation sont construits.

Tréogat se trouve dans le pays bigouden, à 800 mètres du littoral, à l'extrême ouest de la France. La pluviométrie y est faible (800 mm), le pays est très venté (facteur qui limite les embruns). Des haies protègent aussi les parcelles. Et une douceur littorale diminue les gelées.

QUELQUES PRÉCISIONS TECHNIQUES

La fertilisation des parcelles s'obtient par des engrais verts (luzerne et seigle), du fumier brut bio provenant de la ferme bio voisine, du fumier de chèvre, du broyage des tailles de haies, l'apport éolien d'oligoéléments* par les embruns...

Le désherbage se pratique au sol au moyen de binettes. Les engrais verts sont également utilisés. Il peut y avoir des traitements, ceux autorisés en agrobiologie...

La récolte est uniquement manuelle...

Le séchage est naturel sur filet, forcé par soufflage d'air chaud, par déshumidification pour les fleurs...

⁴⁰ Biodynamie: L'agriculture biodynamique est la première en date des méthodes biologiques (fondée en 1924 par R. Stainer). Elle essaie de comprendre les lois de la nature et de la respecter au mieux dans les pratiques agricoles.

Le mondage (effeuillage) se pratique avec une hache paille plus une tarare⁴¹. L'ensachage est manuel. La main-d'oeuvre est occasionnelle.

«Le désir d'autonomie me pousse à maîtriser tout le processus: de la production du jeune plant à la vente directe. La commercialisation se fait dans les biocoops (70 %), au marché de Quimper (20 %), par correspondance ou sur place (10 %)» précise Gérard, qui parle aussi de l'accueil de stagiaires, de groupes, d'écoles, de son implication dans l'information sur la phytothérapie, dans la coopération humanitaire par le biais des «Jardins du monde». Il ajoute aussi qu'ils sont à deux acteurs sur cette petite entreprise: une personne plus le mi-temps de son épouse qui fait un autre mi-temps à l'extérieur...

Et Gérard de conclure: «Il a fallu dix années pour que l'entreprise dégage un revenu suffisant».

Au-delà du descriptif technique, il faut surtout y voir une aventure humaine où les acteurs travaillent en conscience:

- parce que le produit a une destination thérapeutique, d'où la nécessité de soigner la qualité pour optimiser l'efficacité de la plante;
- parce que l'activité agricole a des impacts écologiques;
- parce que le travail effectué doit épanouir celui qui l'exerce;
- parce que cette aventure doit pouvoir bénéficier à ceux qui voudraient s'en inspirer.

Youen Le Gall, boulanger

Youen Le Gall a «pris» la ferme de ses parents en 1981 et s'est mis rapidement en conversion bio de l'élevage de vaches laitières, sur 15 ha de terre. Et en 1984, il est devenu boulanger.

« En 2004, précise-t-il, j'en ai 33 ha; je n'ai plus de vaches mais je fais des céréales pour mon pain... ».

Début d'une conversation à bâtons rompus avec Youen, que «tout le monde» connaît dans les alentours de Quimper où il vend son pain bio sur les marchés, dans les halles, les biocoops, à sa ferme. Chaque mardi et chaque samedi, ses pains très appréciés sortent du fournil, pains de froment, de seigle, d'épeautre, spécialités au sarrasin (blé noir), au sésame, au lin, au tournesol, aux noix, noisettes, amandes, raisins, pains briochés, viennoiseries, tous produits de l'agriculture biologique avec le système de contrôle mentionné sur le papier qui enveloppe chaque pain.

Sur ce papier que les clients «conscients» gardent soigneusement d'un mardi (ou samedi) à l'autre.

Sont précisés le mode de fabrication du pain et les ingrédients employés.

Youen ne fait plus le pain, pas plus qu'il ne participe à présent au moulage des céréales dans ses «moulins» installés dans le grand fournil où l'on prépare la pâte puis la vente du pain...

À présent, ses neuf employés le remplacent dans ces tâches de meunerie et de boulange avec le même intérêt que lui. Ils sont très compétents pour répondre aux questions qu'on ne manque pas de leur poser, en particulier les écoliers qui défilent régulièrement dans la ferme, visites organisées par les CIVAM.

«J'aime qu'ils reviennent trois fois, dit Youen, voir la ferme dans sa globalité, puis les cultures, puis la fabrication du pain. Ils apprennent ainsi la bio sur le terrain... »

Son travail, sa passion à lui, à présent, c'est la culture des céréales qui vont donner cette belle farine (beaucoup de personnes en achètent pour faire du pain elles-mêmes - ce qui ravit Youen), ce bon pain, dont l'odeur se répand dans la campagne autour du fournil.

«Je ne produis pas assez de froment, donc j'en achète; du bio, bien sûr. J'ai suffisamment de seigle et beaucoup de blé noir que j'utilise pour le pain, et aussi broyé en couverture sur les terres qui sont ainsi protégées et enrichies...»

⁴¹ Tarare: appareil servant à nettoyer les grains après le battage.

Par le système des plantes tournantes (en rotation), je laisse des terres en jachère, j'y sème du trèfle (légumineuse riche en protéine). Il y a aussi la luzerne, les féveroles, les pois trèfles qui apportent de l'azote à la terre par des nodosités attachées aux racines...

La fertilisation s'opère aussi par la fiente des poules bio, mises en tas sous bâche pendant un an... Pas d'engrais chimique, pas de pesticides... Des analyses de sol régulières peuvent déceler des déséquilibres, mais plutôt un bon état de la terre, un enrichissement (pour lequel le paysan bio ne reçoit, bien sûr, aucune prime !).»

Ainsi parle Youen de son métier, calmement mais avec passion, de la nourriture à apporter à la terre; de la nourriture destinée à l'homme.

«Il faut apprendre à changer, à manger tranquillement, à savoir mastiquer, à apprécier le pain. Moi, à tous les repas, je mange d'abord une tartine de pain noir (sarrasin), comme le faisait mon père, d'ailleurs ; après je prends du pain complet.»

C'est passionnant de l'écouter !

«Tu vas photographier mon champ de seigle ?» me lança-t-il lorsque je partais...

Henri et Catherine Peuziat, éleveurs de porcs

Les notes qui suivent s'inspirent du descriptif de l'élevage de porcs de Catherine et Henri Peuziat remis au GAB29 (Groupement agriculture biologique du Finistère).

Après avoir élevé des vaches laitières et des porcs en conventionnel, Henri et Catherine Peuziat ont décidé, en 1996, de convertir en bio leur engraissement de porcelets, ensuite transformés à la ferme.

«Dès 1985, nous avons orienté notre système, basé sur le porc fermier, vers la vente directe. Certains clients nous demandent alors pourquoi nous ne produisons pas en bio.

Ayant déjà des sensibilités environnementales et écologiques, le passage à l'agriculture biologique, en 1996, est l'aboutissement logique de notre système de production dont le souci est d'atteindre l'autonomie. Nous souhaitons aussi rassurer et satisfaire une clientèle inquiète en ce début de crise bovine...

Nous possédons des sols légers, très humifères⁴², très acides, sur des terres très groupées autour de la ferme (28 hectares de SAU⁴³). Il n'y a aucune route à traverser pour atteindre les parcelles...

Nous apportons une attention particulière à la rotation des cultures (assolement): la plus grande difficulté est la maîtrise des «mauvaises herbes».

« Nous implantons la féverole, plante nettoyante, toujours avant les céréales afin d'éviter le salissement des parcelles...

La fertilisation des terres assurée par le compost (autoproduit par la ferme) et le goémon⁴⁴ apporté tous les deux ans par une entreprise agricole (la mer est à 2,5 km). Le compost contient un mélange céréalier de féverole et de maïs.

Le désherbage est assuré par la herse étrille, outil de base en agriculture biologique qui assure trois passages à la mi-février pour les céréales, trois passages pour la féverole, deux passages pour le maïs...

La herse étrille fait partie du matériel spécifique à la bio, que nous avons dû acheter car en 1996, nous étions les seuls en bio dans le coin.

Nous achetons des porcelets (dix bandes de douze par an) chez des naisseurs bio à Beuzec Cap Sizun. La race des verrats donne une viande de bonne qualité, facilement utilisable en charcuterie. »

Leur alimentation provient à 90 % de la ferme: céréales, maïs grain humide, féverole, minéraux (à base d'algues), lupin, trèfle violet... Les plantes sont pesées, broyées, mélangées... La ration est de 2 kg/jour par porc.

L'eau consommée provient d'un puits. En cas de défaillance, l'eau du réseau prend le relais.

⁴² Humifère: transformer en humus à partir de la matière organique morte sous l'action des micro-organismes du sol.

⁴³ SAU : Surface agricole utile.

⁴⁴ Goémon: nom breton, normand donné à certaines algues de la côte.

La prévention des maladies consiste en soins homéopathiques, prises de sang, analyses, vermifuge. Il n'y a pas de vaccins.

Les pertes de porc sont minimales; elles tournent autour de 0 %. Le fait d'arriver d'un même élevage et de trouver des bâtiments fonctionnels (bien aérés, sans courant d'air, éclairés naturellement, paillés deux fois par semaine...) et une alimentation équilibrée permet aux porcelets de passer le cap du changement de lieu...

« Le rythme de notre travail est régulier:

- de janvier à mars: travail du sol + charcuterie + 2 semaines de congés;

-d'avril à juin: idem + 3 semaines de congés;

-de juillet à septembre: charcuterie à temps plein (touristes et fêtes d'été);

-d'octobre à décembre : travail du sol + charcuterie + 1 semaine de congés.

Le temps d'astreinte, le dimanche matin: paillage des cochons, alimentation, réparations... »

Une précision primordiale à la fin du descriptif: pas de pesticide, pas de sol nu l'hiver, une fertilisation en fonction du besoin des sols. L'environnement est«véritablement» respecté.

Et la charcuterie est excellente, les clients et les gens du pays y sont très fidèles... »

Conclusion

Devant la continuation de la malnutrition dans le monde, de la faim qui touche 180 millions de personnes en Afrique, 33 millions au Proche-Orient et Afrique du Nord, 53 millions en Amérique latine et aux Caraïbes, 164 millions en Chine, 204 millions en Inde, 157 millions en Asie pacifique (rapport de la FAO de 1999 cité dans L'Écologiste de juin 2002), et pour que ce douloureux problème puisse trouver un début de solution, il nous semble important de préciser quelques points.

Ne sont plus acceptables les solutions actuellement proposées: l'agriculture industrielle, exportatrice, ruine les paysans du Tiers Monde qui ne peuvent fournir la nourriture nécessaire à leur pays, ce qui est un comble! Les pays du Nord ont beau jeu de proposer l'aide alimentaire qui, en réalité, leur permet d'écouler leurs surplus!

Après l'échec de la «Révolution Verte», faut-il accepter une deuxième révolution, celle des biotechnologies, des OGM?

Les solutions viables doivent aboutir à la souveraineté alimentaire: il faut pour cela des réformes agraires (meilleure répartition des terres), dans les pays du Sud, des technologies adaptées aux sols, aux climats. Des paysans du monde se battent pour imposer des alternatives à l'agriculture industrielle et veulent produire sainement, et nourrir sans détruire. Ne serait-ce pas l'objectif d'un vaste mouvement, paysans, consommateurs («consom'acteurs»), défenseurs de l'environnement... pour parvenir à ébranler les certitudes productivistes?

Il faut aussi que les pays du Nord acceptent de modifier leur régime alimentaire trop carné: en effet, la surproduction de viande exige des techniques sophistiquées, coûteuses et dommageables pour l'environnement.

Ces affirmations et questions sont soumises à votre réflexion... Ainsi que cette tâche immense du «pot de terre contre le pot de fer». Elle peut être nourrie partout ce que nous pouvons penser, dire, faire, nous, jeunes, vieux, femmes, hommes, chacun à son niveau, dans son cercle de vie, en microactions, microprojets, mille rêves!

L'agriculture est l'affaire de tous, celle du consommateur responsable, qui peut changer ses habitudes alimentaires en solidarité avec les pays du Sud, avec les paysans qui changent véritablement leurs pratiques culturelles et d'élevage..., et pour sa propre santé.

C'est une affaire de sensibilité, d'intelligence, d'imagination, comme nous le suggèrent ces vers «Je suis mille fois», écrits par un poète breton contemporain pour un ami disparu.

Laissons le dernier mot à Clément Doedens, maraîcher bio à Péderneq (22) et directeur de la revue Symbiose: «Du rêve et de la connaissance, il faut savoir passer à l'action»!

*J'ai mille fois mille ans
Et cette seconde de plus
Où j'affirme: «on n'attrape pas le vent»*

*Je suis mille fois mille chevaux
Et des millions de galops
Dans des millions de directions*

*Je suis mille fois mille fleuves
Mariés aux océans
Des espérances brassées*

*Je suis mille fois mille échos
Fracassant les murs noirs
De vos cités jalouses*

*Je suis mille fois mille arbres
Et dans mille forêts
J'ai plongé mes racines*

*Je suis mille fois
Refaisant vos raisons
Et vos lois hystériques*

*J'ai mille fois mille ans
Et cette seconde de plus
Où je vous dis:
«Vous n'entraverez pas le vent !»*

Yann Orveillon,
poète breton contemporain

Pour en savoir plus

LIVRES

- Jean-Paul Charvet, *L'alimentation dans le monde*, Petite encyclopédie Larousse, 2004.
- Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde: du néolithique à la crise contemporaine*, Le Seuil, 2002.
- Jacques Berthelot, *L'agriculture, le talon d Achille de la mondialisation*, L'Harmattan, 2001.
- Jean Ziegler, *Le droit à l'alimentation*, Mille et une nuits, 2003.
- Erik Milstone et Tim Lang, *Atlas de l'alimentation*, Autrement, 2003.
- Hubert Reeves, *Mal de terre*, Seuil, Science ouverte, 2002.
- Pierre Rhabi, *Le recours à la terre*, Terre du ciel, 1999.
- Isabelle Delforge, *Nourrir le monde ou l'agrobusiness, enquête sur Monsanto*, Les magasins du monde, Oxfam, 2000.
- Gérard Borvon, S.EAU.S, *L'eau en danger*, Golais, 2000.
- Paul Déléage, *La biosphère*, Découverte Gallimard, 2001.
- J. Dufour et José Bové, *Le grain de l'avenir*, Plon, 2002.
- Gian Le Goff, *Manger bio*, Flammarion, Dominos, 2001.
- Gilles Seralini, *OGM, Le vrai débat génétiquement incorrect*, Flammarion, Dominos, 2003.
- J. Berthelot, *L'Agriculture, talon d'achille de la mondialisation*, L'Harmattan, 2001.
- Vandana Schiva, *Le terrorisme alimentaire, Comment les multinationales affament le tiers-monde*, Fayard, 2001.
- André Pochon, *Les champs du possible*, Syros.
- Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire,
- *Le commerce équitable*, Fondation Charles Léopold Mayer, 2003.
- Maryline Trassard, *Tant qu'il y aura des coquelicots*, Seuil, 2004.
- FRAB, *L'agriculture bio se dessine*, Des dessins et des mots, 2002.
- Jean Kergrist, *Conseils à gogo*, Des dessins et des mots, 2001.
- Agarwal S. Narain, *Quand reverdiront les villages*, diffusion Crisla, 1992.

REVUES

- *Faim et développement magazine*, «Coup de froid sur la basse-cour», n° 197, octobre 2004. Un reportage sur l'impact des importations de volailles au Sénégal.
- *Alternatives économiques*, «Pourquoi le libre-échange ne pourra pas nourrir le monde», n° 217, septembre 2003.
- BT 1156, «*Le commerce équitable*», PEMF, mars 2004.

SUR LE WEB

- <http://www.wto.org>

L'organisation mondiale du commerce. Pour accéder aux textes officiels, notamment l'accord sur l'agriculture signé le 31 juillet 2004.

- <http://www.fao.org>

L'organisation internationale de l'agriculture. De nombreuses études et une banque de données sur la production agricole, l'évolution des échanges pour tous les produits et tous les pays.

- <http://www.cfsi.asso.fr>

- <http://www.oxfam.org>

L'ONG Oxfam produit régulièrement de nombreux rapports sur l'agriculture.